

LA GRANDE REVOLUTION FRANCAISE 1789-1794

En 1789, la France est sensiblement plus réduite géographiquement qu'elle n'est aujourd'hui. La Savoie, Avignon, des territoires au Nord et à l'Est ne sont pas en France. Pour le reste, bien des régions ont été rattachées par des traités politiques ou militaires qui concernent les dirigeants, mais n'ont guère changé les sentiments et les habitudes de la population ou sa vie quotidienne. La Bretagne, le Languedoc, la Provence se sentent bien peu françaises, et on n'y parle pas français. Héritage de la vie moyenâgeuse, le droit, les unités de mesure même varient d'une région à l'autre, d'une ville à l'autre.

Mais la France est un grand pays, une grande puissance comme on dit aujourd'hui. Il y a 28 millions d'habitants, ce qui est important pour l'époque. La pyramide sociale n'a vraiment rien à voir avec celle d'aujourd'hui. Il y a bien une tête, comme de nos jours. Ce sont les nobles, et le clergé. Es sont environ 500 000 personnes, moins de 2% de la société. Résultats d'une longue histoire compliquée, ces deux ordres, la noblesse et le clergé, se partagent, et se disputent aussi régulièrement le pouvoir.

Mais en-dessous, directement, sans pratiquement de situations intermédiaires, 27 millions de personnes ne sont même -pas des citoyens. Comme on ne peut pas ne pas les considérer du tout, le pouvoir daigne les représenter par l'intermédiaire de certains -nobles, qu'on dirait aujourd'hui marginaux. C'est le Tiers-Etat. Tiers, ici, doit se comprendre comme "troisième", ou tierce.

Ces trois Etats ne se réunissent jamais pour décider ensemble. Seuls dirigent la noblesse et le clergé. Il faut une crise politique et financière très grave pour qu'en mai 1789, le Roi procède à la convocation des trois Etats, autrement dit les Etats généraux. C'est la première fois depuis 175 ans.

LA NOBLESSE ET LE CLERGE SE PARTAGENT RICHESSES ET POUVOIRS

La noblesse était issue d'une classe sociale bien arriérée, la chevalerie. Alors que les chevaliers tiraient leur privilège du simple fait qu'ils descendaient de cette classe, et qu'ils constituaient donc une caste fermée par l'hérédité, les nobles apparaissent un peu plus ouverts. Le roi peut anoblir, rendre noble, depuis 1579, moyennant finances, moyennant paiement. Il peut aussi procurer une fonction publique, civile ou militaire.

Ensuite, les nouveaux nobles transmettent à leurs descendants les privilèges qui leur reviennent de droit. Le noble, par exemple, ne paye aucun impôt. A la veille de 1789, la majorité des familles nobles sont d'origine récente. Mais la masse de la noblesse est totalement imprégnée de mentalité traditionnelle. On vit en cercle fermé, dans une sorte de confraternité entre nobles.

Les nobles et le haut clergé se partagent aussi tous les pouvoirs, et tous les privilèges. Ensemble, ils constituent une caste, un petit groupe de gens. Ils forment ce qu'on appelle une aristocratie, un corps de gens placés au-dessus de la société.

La principale forme de richesse, c'est la propriété des terres. Les nobles et le clergé se partagent les deux tiers des terres de France. Les domaines royaux couvrent un cinquième,

20%, du sol de la France. A la cour, 15 000 personnes vivent sur le dos de l'Etat; cette foule de parasites coûte 40 millions de livres par an. Les officiers, places réservées à des nobles, coûtent autant 46 millions de livres ; le reste de l'année se contente de 44 millions.

Dans l'Eglise aussi, les meilleurs places sont réservées aux nobles. Les 131 archevêques et évêques de France touchent ensemble un revenu annuel de 14 millions de livres. Le cardinal de Rohan, archevêque de Strasbourg, a pu se payer le luxe d'acheter un collier de diamants d'une valeur de 1400 000 livres, dans l'espoir de gagner les faveurs de la reine Marie-Antoinette... On estimera la valeur des biens du clergé à 4 000 millions de livres, leur revenu à 100 millions. La dîme lui rapporte 123 millions par an.

Par contre, les curés vivent dans un état lamentable, logent dans des cahutes de misère. Et c'est sur eux que repose l'essentiel du travail de l'Eglise : le maintien de l'ordre en place. La noblesse aussi est divisée : la petite et moyenne noblesse de province, qui ne fait pas partie de la cour du Roi, ne vit pas du pillage de l'Etat. Sans dette, sans luxe, elle ne cherche pas à surexploiter le paysan, et elle est en assez bons termes avec lui.

Une fois décomptées les terres appartenant au Roi, à la noblesse et à l'Eglise, il reste 40 à 45% des terres du pays que se partagent 20 millions de petits paysans, répartis en une poussière de petites propriétés, ou qu'ils louent en ferme ou en métayage.

LA BOURGEOISIE, JEUNE CLASSE RICHE MONTANTE, RESTE RELEGUEE DANS LE TIERS-ETAT

A côté de ces classes dirigeantes, une nouvelle classe développe depuis longtemps déjà une autre forme de richesse. C'est la bourgeoisie. Depuis les 10^e et 11^e siècles, avec la formation des villes, les habitants des bourgs, les bourgeois, entassent, non pas des terres mais de l'argent, ou des objets de commerce, des capitaux. Par opposition à la richesse dite "immobilière" parce qu'on ne peut pas la déplacer, cette richesse-là est une richesse "mobilier", une richesse qui non seulement peut se déplacer, être investie ici ou ailleurs, mais dont le mode même de fructification est dans le déplacement, en fonction du meilleur calcul possible, du meilleur profit escompté.

La bourgeoisie a connu un développement important après les grandes découvertes, grâce au commerce avec les Amériques, au commerce colonial et à la traite des esclaves d'Afrique. Cette classe est dès l'origine une classe qui travaille à l'échelle internationale, une classe plus ouverte que les autres, plus cultivée, qui est attirée par les innovations, puisque c'est de l'innovation qu'elle est née.

Pendant longtemps, les bourgeois ont bataillé pour essayer d'arracher au roi des titres qui en feraient d'eux des nobles. Certains y sont parvenus. Mais en cette fin du 18^e siècle, le vieux pouvoir se raidit, se ferme. "Les avenues sont barrées de toute part", dénonce Barnave, avocat bourgeois.

La bourgeoisie de l'époque est essentiellement commerciale. Isnard, par exemple, (Girondin, député du Var sous la Convention) est un négociant spécialisé dans le commerce en gros des huiles et l'importation des grains ; accessoirement, il est aussi propriétaire d'une manufacture de savon et d'un moulinage de soie. La bourgeoisie d'industrie n'existe encore que dans la production textile traditionnelle, dans les villes de province comme Lille, Amiens,

Lyon ou Nîmes. Seuls, quelques bourgeois du monde des affaires approchent le roi, lui prêtent de l'argent, en tant que banquiers, à Paris et à Lyon.

Mais les vieilles barrières corporatives et les règlements bureaucratiques sont déjà une question de vie ou de mort pour cette toute jeune industrie. Depuis 1760, bientôt 30 ans donc, une formidable révolution technique a commencé: la mise en place de la manufacture. On regroupe des ouvriers sous un même toit, ce qui permet la division et une nouvelle organisation du travail. Ce n'est pas encore tout à fait l'usine, et l'ouvrier peut encore rester propriétaire de ses outils. Mais le pas est fait vers un accroissement des rendements.

Pour vendre, pour trouver des débouchés, pour embaucher, à tous les niveaux, le capitaliste a besoin de liberté d'entreprendre. Or toutes ces activités sont réglementées, aux mains des corporations, des différents métiers. En 1776, le contrôleur général des Finances Turgot avait tenté de réformer ce système qui empêchait tout changement. Mal lui en pris : les privilégiés réussirent à le faire écarter.

Etienne de Montgolfier, dirigeant des papeteries Canson, près d'Annonay, a dû batailler pour se libérer de la toute-puissance de l'Association des papetiers, qui contrôle les embauches, et bloque toute innovation.

Mais, il existe aussi des capitalistes qui craignent plutôt de perdre au bouleversement de l'ancien système. Ainsi les dirigeants des manufactures de produits de luxe (tapis, dentelle, soie, velours) dont les castes de privilégiés sont les uniques clients, ne veulent pas prendre le risque qu'on taille dans leurs privilèges.

Du point de vue politique, la bourgeoisie fait partie du Tiers-Etat, comme les millions de petits paysans pauvres, ou les ouvriers qui vivent de leur salaire. Mais le gros entrepreneur ne se mêle pas à la vie de son ouvrier. Il côtoie plutôt les pharmaciens, imprimeurs, libraires, avocats. La bourgeoisie la plus fortunée vit richement du grand commerce dans les ports, Marseille, Bordeaux, Nantes, Rouen. Tout un petit monde de professions libérales se sent proche de la jeune bourgeoisie : procureurs, notaires, médecins. Les avocats seront nombreux à jouer les premiers rôles une fois la révolution mise en branle.

UN MONDE OUVRIER ENCORE PROCHE DU MOYEN AGE

De nos jours, le monde ouvrier et le monde patronal, capitaliste, sont parfaitement distincts, séparés. En 1789, l'illusion que tous appartiennent à une même classe peut parfois exister, dans une certaine mesure. Car de la moyenne-bourgeoisie, l'entrepreneur en menuiserie par exemple, au travailleur qui n'a que ses mains, au menuisier proprement dit qui n'est que salarié, les situations intermédiaires sont nombreuses à l'époque. Il y a l'artisan qui possède une petite échoppe et des outils, il y a le compagnon qui travaille et vit comme l'artisan et avec lui.

Les intérêts des uns et des autres ne sont pas bien clairs. Et de même qu'on voit certains capitalistes se sentir liés aux intérêts de la noblesse, il y a dans le Tiers-Etat des gens qui, même dans les couches inférieures du Tiers-Etat, ont intérêt au maintien du système en place. Ainsi, les maîtres des corporations, qui bénéficient d'une sorte de monopole sur leur métier, grâce aux vieilles règles. Il est devenu, au fil du temps, presque impossible à de jeunes compagnons d'accéder à ces places.

La misère , et les révoltes, s'étendant dans le monde artisan, le roi avait cru trouver une solution qui ménageait tout le monde, en édictant un régime spécial à certains quartiers des grandes villes. Ce fut le cas à Paris pour les faubourgs Saint-Antoine et du Temple. Les compagnons qui voulaient devenir indépendants se concentrèrent dans ces faubourgs.

C'est aussi dans ces quartiers que s'établissaient les manufactures . Les capitalistes y trouvaient en effet de bons ouvriers, et aussi, à côté, une main d'oeuvre non qualifiée, manoeuvres, journaliers, à bon marché, bien utile pour suivre les aléas de la production. Enfin, une classe de petits commerçants, aubergistes, dont ces ouvriers et ces artisans étaient les clients, faisait cause commune avec eux. Le coeur de la Révolution va se situer dans ces faubourgs.

LA PAYSANNERIE, GRANDE MASSE TRAVAILLEUSE ET EXPLOITEE

En France, comme dans toute l'Europe, pour l'immense majorité de la population, le pouvoir est absolu, comme éternel. Les paysans sont des hommes libres, au sens juridique, le servage ne subsistant plus que dans le Nivernais et en Franche-Comté. Mais la vie reste écrasante.

Le seigneur sur les terres duquel le paysan travaille conserve sur lui un droit de justice ; il faut lui rendre des honneurs. Il faut lui apporter des redevances, des corvées. La moisson rentrée, il faut aller pressurer le vin dans le pressoir du seigneur, moudre son blé dans son moulin, faire cuire son pain dans son four. Et le paysan n'a pas le droit de chasser, ce droit étant réservé aux nobles. Enfin, il doit payer la dîme, au profit de l'autorité ecclésiastique. C'est un impôt en nature, qui devient insupportable lors des hausses de prix et en période de disette.

Dans la plus grande partie du pays, c'est la petite culture qui existe. La plupart des paysans ne possèdent qu'un lopin de terre trop petit, d'autres n'ont rien. Ils doivent louer leurs bras à quelques laboureurs propriétaires, dont ils dépendent complètement. Le paysan pauvre cherche à compléter son salaire par un salaire d'appoint ou dans une petite industrie, quand il s'en trouve. Michelet écrit dans son *Histoire de la Révolution française*: "lisez les voyageurs étrangers des deux derniers siècles, vous les voyez stupéfaits, en traversant nos campagnes, de leur misérable apparence, de la tristesse, du désert, de l'horreur, de la pauvreté, des sombres chaumières nues et vides, du maigre peuple en haillons."

Dans la paysannerie comme partout, il se trouve des contradictions et des intérêts sociaux divergents. Une couche de 10% de paysans aisés possèdent charrue et attelage. Ceux-là sont partisans d'en finir avec les anciennes pratiques communautaires : une partie des terres, dites communales, pouvait être utilisée par les plus pauvres, et leur était même indispensable pour survivre. Les paysans riches poussent à l'abandon de cette pratique, à instaurer des clôtures, à établir le régime de propriété partout.

"La noblesse, le clergé, la bureaucratie d'Etat et des villes, presque tous les privilégiés, étaient entièrement ou en partie exemptés d'impôt directs : tout le poids des impôts retombait sur les paysans " résume Kautsky. Ces impôts absorbent 50% de leur revenu. "Pour le service militaire, c'était les paysans qui fournissaient le plus gros contingent à la milice, où chaque année 60 000 hommes étaient engagés. La noblesse, par contre, était exempte de service".

En mai 1789, la famine pousse des populations entières à se déplacer. Marseille a à ses portes 8 000 affamés. Cette faim n'est pas seulement affaire naturelle. On devine un trafic, de la part de ceux qui font commerce des nourritures, pour les restreindre, augmenter les prix, même si cela augmente encore la famine.

LES "LUMIERES" DE LA BOURGEOISIE

La bourgeoisie, si elle vit à un niveau économique bien audessus de celui de la paysannerie, n'est donc pas pour autant intégrée au pouvoir. Au contraire, le pouvoir est pour elle un sujet de conflit. Et plus les choses avancent, plus ce conflit devient aigu. La bourgeoisie développe ainsi sa propre façon de voir, son propre état d'esprit.

La force de la bourgeoisie est d'avoir su présenter ses idées, qui ne défendaient en réalité que ses intérêts de classe, comme universelles, et comme des idées de progrès pour tous. C'était vrai dans une certaine mesure, car les individus, dans l'Ancien régime, étaient ignorés, méprisés. Mais cette prétention était d'avance limitée par l'intérêt de la jeune classe bourgeoise.

Dans un monde extrêmement obscur, conservateur, entièrement imprégné par l'arbitraire, par la religion, les idées de la bourgeoisie sont de véritables "Lumières". Elles sont personnalisées par trois hommes Voltaire, Rousseau, Diderot. Tous les trois sont morts avant de connaître la Révolution française.

Voltaire aimait beaucoup cette région de France à la limite de la Suisse. Si Voltaire a choisi de s'établir cette région, c'est parce qu'il en a eu assez de se retrouver en prison pour ses écrits, et que près de la frontière suisse, il pouvait émigrer à la moindre alerte. Fils de bourgeois, il commence par se faire très mal voir d'un noble qui se moque de son nom, en lui répondant: "Mon nom, je le commence, vous finissez le vôtre". Voltaire reçoit pour cela une bastonnade, est envoyé à la Bastille, puis exilé en Angleterre. Ses lettres anglaises lui valent un exil de 10 ans.

Voltaire lutte contre les préjugés, ce qui dégrade l'humanité, ce qui va contre l'intelligence. Il s'en prend, dans *Candide*, aux hypocrisies de la morale religieuse. Il dénonce l'esclavage et donne la parole à un esclave noir qui travaille aux Antilles : "Quand nous travaillons aux sucreries et que la meule nous rattrape le doigt, on nous coupe la main; quand nous voulons nous enfuir, on nous coupe la jambe. Je me suis trouvé dans ces deux cas. C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe". Mais Voltaire reste lié au monde des possédants, et à son époque, celui-ci vit directement du commerce des esclaves.

Rousseau préfigure les socialistes utopiques. Dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, il part de l'idée fausse que l'homme originel vivait isolé, solitaire, de manière idyllique, à l'état naturel. Mais il découvre un fait extrêmement juste : l'apparition de la propriété privée, qui n'a pas toujours existé, et qui corrompt la vie sociale. Il écrit : "Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisait de dire : "ceci est à moi" et trouva des gens assez simples pour le croire fut le vrai fondateur de la société civile. Que de crimes, de guerres, de meurtres, que de misères et d'horreurs n'eût point épargnées au genre humain celui qui, arrachant les pieux ou comblant un fossé, eût crié à ses semblables : "gardez-vous d'écouter cet imposteur"

Diderot aussi fera de la prison, quelques mois à Vincennes, pour sa *Lettre sur les aveugles à l'usage de ceux qui voient*. Il choisit de ne pas publier la plupart de ses textes de son vivant. En 1965, le film *La religieuse* tiré de son oeuvre, est censuré par le gouvernement de la république française. Diderot y dénonce le pouvoir exorbitant de l'Eglise et des riches, qui font emmurer vivantes les filles de familles, pour faire disparaître les filles "indignes" ou celles dont on veut récupérer l'héritage.

Ces hommes n'ont pas de préjugés nationaux, se disent européens. La bourgeoisie, avant d'avoir été entièrement préoccupée comme elle l'est de nos jours par la préservation de son pouvoir, a été d'abord une classe révolutionnaire, une classe qui a porté l'espoir en une amélioration de la société. Malgré leurs limites, ces hommes ont combattu pour les idées, dans l'adversité, et sans connaître la révolution qu'ils appelaient de leurs vœux.

"Vous vous fiez, écrit Rousseau dans *L'Emile*, à l'ordre actuel de la société sans songer que cet ordre est sujet à des révolutions inévitables (...) Le grand devient petit, le riche devient pauvre, le monarque devient sujet (...) Nous approchons de l'état de crise et du siècle des révolutions. Qui peut répondre de ce que vous deviendrez alors."

Voltaire dénonce : "Tout ce que je vois jette les semences d'une révolution qui arrivera inmanquablement et dont je n'aurai pas le plaisir d'être témoin. Les jeunes sont heureux : ils verront de belles choses" (lettre du 2 avril 1764). Voltaire et Rousseau sont morts en 1778, Diderot en 1784.

La bourgeoisie française connaît alors deux exemples de prise du pouvoir par sa classe : en Angleterre, et en Hollande, mais cela date du 17^e siècle. Mais la révolution qui va servir de référence, c'est, quatorze ans avant la prise de la Bastille, la révolution américaine. La bourgeoisie américaine s'est révoltée; pour s'émanciper de la tutelle anglaise, pour qui l'Amérique ne devait être qu'une colonie.

C'est un homme qui se réclame des Lumières, Beaumarchais, qui convainc le roi, Louis XVI, de soutenir cette révolution, en envoyant des fusils aux insurgés. Les intérêts du Roi et de la bourgeoisie coïncident pour ce qui est de s'en prendre à la puissance anglaise. De jeunes bourgeois, de jeunes nobles comme La Fayette, s'enrôlent. La population voit d'un bon oeil cette révolte. En 1776, les 13 colonies anglaises d'Amérique du Nord deviennent les Etats-Unis. La constitution et la déclaration des droits de l'homme semblent rédigées grâce aux écrits des "philosophes" des Lumières.

Il ne faut jamais idéaliser les bourgeois, même lorsqu'ils se disent ou se montrent du côté de la révolution. Ainsi Benoît Lacombe, négociant. Il a commencé sa fortune en spéculant sur les grains, entre 1783 et 1789. Durant l'hiver 1789, le blé manquant dans le Sud-Ouest, il en fait venir de Bretagne et d'Amérique. Lorsque les bateaux arrivent à Bordeaux, lui et les autres négociants empêchent la vente immédiate. Ils organisent un écoulement sac par sac, et font ainsi monter les prix. En clair, il s'est enrichi en affamant les pauvres qui feront le vrai travail de la révolution.

Dès que les révoltes contre ces pratiques vont s'étendre, il change de méthode, et se met du côté de la révolution. On le retrouvera à la tête de toutes les sociétés les plus révolutionnaires, y compris avec les sans-culottes. Son calcul est qu'en se portant à la tête de la révolution, on a des chances d'accéder très vite au pouvoir.

LES CAHIERS DE DOLEANCES: LE PEUPLE S'OUVRE A LA POLITIQUE

Soudain, au printemps 1789, le paysan, le pauvre apprend que le Roi s'adresse à lui directement. Tous les hommes à partir de 25 ans, cinq millions d'hommes, sont appelés à élire leur porte-parole. Dans toutes les églises du royaume, le texte suivant est lu après le sermon : "Sa majesté a désiré que, des extrémités de son royaume, et des habitations les moins connues, chacun fut assuré de faire parvenir jusqu'à elle ses vœux et ses réclamations..."

Le paysan pense que le roi a eu vent de ses difficultés, qu'il veut y remédier. Partout, on rédige des cahiers de doléances pour lui répondre. Partout, revient une préoccupation, lancinante, sans cesse répétée : il y a trop d'impôts. Voici des extraits du "Cahier des plaintes et doléances de la paroisse d'Aubervilliers", rédigé lors d'une assemblée le 14 avril 1789. "La paroisse d'Aubervilliers, composée d'environ 420 feux, est située dans la plaine de St Denis. Les deux tiers de ses 1600 arpents sont cultivés en gros légumes, servant à l'approvisionnement de Paris ; le reste en prés et grains. La taille sur les terres est poussée, dans cette paroisse à un taux excessif : l'arpent à plus de 11 livres. Les habitants d'Aubervilliers se sont plaints souvent, continue le cahier, de ces impositions forcées, sans avoir pu, jusqu'ici, obtenir de modération."

"Une taxe plus intolérable encore est imposée depuis quelques années, sans ordre de souverain, sans arrêt du conseil : cette taxe est celle des boues. "La cahier explique que les boues, en fait les ordures de Paris, sont tout bonnement rejetées dans la banlieue. Les habitants, après en avoir attrapé des maladies, ont trouvé moyen d'en faire de l'engrais. Et c'est sur cet engrais, qu'un nouvel impôt s'est greffé : "la finance, toujours active, et souvent cruelle dans ses spéculations, a médité et entrepris, depuis quelques années, d'en faire la base d'un impôt si excessif, qu'il égale, à lui seul, la taille, le gros et les accessoires y joints ; impôt qui, nous le disons hardiment, entraînera, s'il continue, la ruine d'Aubervilliers, et la cessation de culture sur tout son terroir."

On se plaint aussi des frais de justice. "Les habitants d'Aubervilliers sentent aussi le fardeau des frais de la justice ordinaire, et celui de l'exaction annuelle de la milice, peser douloureusement sur eux." Et le cahier de doléances se conclut par une demande de "suppression totale ou modération considérable des droits de traites, aides et gabelles". Le premier à signer est le curé, peut-être le seul à savoir écrire, suivent deux noms à particules, des nobles, et un grand nombre d'autres signatures ensuite, le Tiers-Etat. L'ordre social est respecté.

Mais la fermentation sociale envoie ses premières piques. Le cahier de doléances du Pré St Gervais commence ainsi : "Nous ne croyons pas devoir entrer dans le détail des abus qui peuvent s'être introduits dans l'administration générale des finances de l'Etat... Ces motifs puissants ne peuvent être traités que par des génies supérieurs, guidés par des motifs d'équité et désintéressés... Nous devons donc nous renfermer seulement dans ce qui nous concerne. Nous sommes cultivateurs ; l'agriculture nous occupe journellement depuis deux heures du matin jusqu'à dix heures, de porter à la capitale le fruit de nos travaux. La glace, la neige, les frimas, les tempêtes et la pluie n'arrêtent pas nos pas."

Le cahier propose qu'on instaure une taxe unique et valable pour tous : "Cette taxe doit être supportée par les propriétaires des biens territoriaux, sans aucune exception ; notre village seul en fournit une preuve évidente et en prouve la nécessité, lequel contient environ cent feux, et il s'y trouve environ trente maisons bourgeoises, maisons de plaisance, lesquelles ne payent rien à l'État, et entre lesquelles se trouvent des maisons immenses qui forment le déficit de la taxe du territoire et dont le malheureux cultivateur est obligé de supporter le poids"...

LA NOBLESSE RADICALE FACE AU POUVOIR ROYAL

Il y a en réalité un quiproquo terrible. Les masses paysannes réclament un allègement de l'impôt, mais c'est en prévision de nouveaux impôts que les États généraux ont été convoqués, que les doléances sont demandées. L'État est au bord de la faillite, et il a un besoin vital de trouver ces impôts nouveaux.

Dans un premier temps, le roi s'est adressé aux nobles. Es n'ont rien à payer. Es héritent en cela d'un droit ancien de plusieurs siècles

ils avaient le privilège de manier l'épée, ils n'avaient donc pas à payer. Mais l'épée, ils ne la manient plus depuis longtemps. Le roi doit par contre entretenir une armée considérable, de 200 000 hommes, où les nobles s'arrogent toutes les places d'officiers.

Cela fait des années que les ministres des finances tentent de réformer le système, mais l'aristocratie toute entière opère un blocage: elle ne veut pas en entendre parler. A Grenoble, par exemple, elle refuse d'enregistrer les décrets du roi. Et quand celui-ci a envoyé un ordre d'exil, les nobles ont organisé une émeute ; le 7 juin 1788, la troupe a été lapidée, les magistrats ramenés au Palais de Justice.

L'aristocratie n'a visiblement aucune idée de ce qui peut se passer dans la tête des masses populaires, et elle fait une erreur monumentale. Pour une partie de la noblesse, la convocation des États généraux sera un moyen de pression sur la monarchie pour renforcer ses privilèges. Elle ne voit pas que le pays est déjà en ébullition.

Quant au roi et ses ministres, ils pensent pouvoir utiliser ce bon peuple, si docile et respectueux, pour faire pression sur la noblesse et le clergé, par l'intermédiaire de représentants sagement élus, et les amener à payer l'impôt.

LE PETIT PEUPLE DE PARIS BRIME POLITIQUEMENT

Pour ce qui est du Tiers-Etat, l'élection aux États généraux doit se faire à deux niveaux : les électeurs élisent des électeurs primaires, qui élisent ensuite les députés. A Paris, des précautions supplémentaires ont été prises. Peut-être parce qu'il est plus facile de mesurer dans la capitale l'état d'esprit populaire, il est décidé que là, ne seront électeurs primaires que ceux qui payent un impôt d'au moins six livres, et qui ont au moins 25 ans.

C'est l'émotion : cela revient à exclure les compagnons des ateliers et des boutiques, les ouvriers des manufactures. C'est rejeter des délibérations bon nombre de petits patrons pas assez fortunés. Le district des Mathurins rédige un texte de soutien aux exclus. Un notable,

M. de Lamaie, s'inquiète : "N'avez-vous pas trahi la confiance de cette populace ? Y avez-vous au moins répondu ? Quel est le district qui a fait une motion en faveur de cette classe abandonnée de ses concitoyens. Je ne le connais pas et cependant elle le méritait bien. J'ai été envoyé de mon district en députation dans plusieurs autres districts. En sortant de l'assemblée, j'ai été environné de plusieurs de ces citoyens à qui on n'avait pas accordé l'entrée. Ils n'avaient qu'une voix : s'occupe-t-on de nous, Monsieur, pense-t-on à faire diminuer le prix du pain ? Il y a deux jours que je n'ai pas mangé, dit l'un de ceux qui étaient les plus près de moi, il est si cher... On nous le fait payer à présent 15 sous... Ah ! Monsieur, ne nous oubliez pas, nous prions Dieu pour vous..."

Dufourny de Villiers s'inquiète lui aussi, dans une brochure intitulée Cahiers du Quatrième Ordre: "Pourquoi cet ordre n'a-t-il pas de représentants propres ? Pourquoi cet ordre, qui aux yeux de la grandeur et de l'opulence n'est que le dernier, mais qui aux yeux de l'humanité, aux yeux de la vertu, comme aux yeux de la religion est le premier des ordres, l'ordre sacré des infortunés ; pourquoi dis-je, cet ordre qui, n'ayant rien, paye proportionnellement plus que tous les autres, est le seul qui conformément aux anciens usages tyranniques des siècles ignorants et barbares, ne soit pas appelé à l'Assemblée Nationale et envers lequel le mépris est, si j'ose dire, égal à l'injustice ?"

Paris est rempli de troupes. Elles entourent les lieux de vote, et le roi a placé lui-même ses; présidents de bureaux de vote. Sur 60 districts parisiens, 57 destituent le président du roi, et en nomment un autre, souvent un homme de la bourgeoisie. La légalité est respectée, mais c'est un premier geste très grave. C'est le premier geste de contestation.

Dans l'assemblée de Sainte Marguerite, le 22 avril 1789, les meures des petits ateliers artisanaux du faubourg Saint Antoine montrent du doigt Réveillon et Henriot. Réveillon dirige la plus grosse entreprise de papiers peints de la capitale, le second s'enrichit en vendant au roi du salpêtre pour les fusils. Tout leur comportement indique qu'ils sont heureux de l'exclusion du peuple. Un journaliste, Montjoye, raconte : "Tous ces crieurs réunis inspirèrent beaucoup de mécontentement à la classe des ouvriers ; elle est très nombreuse dans les faubourgs Saint Antoine et Saint Marcel ; il s'est établi dans son sein une telle communication que ce qui affecte quelques-uns de ses membres est bientôt su de tous les autres, et dans cette occasion la querelle devint commune. Tous les ouvriers se crurent humiliés par la conduite qu'avaient tenue les notables du district de M Réveillon".

On apprend en effet cette phrase dite par Réveillon : "Les ouvriers peuvent vivre avec quinze sous par jour". Cette déclaration provoque une émeute, le 28 avril 1789. On pénètre dans les appartement de Réveillon, on précipite les meubles par les fenêtres, on met le feu. Les gardes françaises, la troupe, tirent, mais les émeutiers semblent s'en moquer, reviennent, pillent tant et plus. Il y a de nombreux morts. Peut-être 300.

Le lieutenant de police de Paris envoie ce rapport au roi : "Sire, il y a eu hier soir sur les dix heures un peu de rumeur dans un canton du faubourg Saint Antoine, mais cet événement ne tenait pas à une cause générale ; il n'était que l'effet du mécontentement que marquaient quelques ouvriers contre deux entrepreneurs de manufactures qui dans l'assemblée de Sainte Marguerite, avaient fait des observations inconsidérées sur le taux des salaires".

LA REUNION DES ETATS GENERAUX, SOUS SURVEILLANCE POPULAIRE

Le 4 mai 1789, les élus des trois ordres arrivent à Versailles. Michelet décrit la cérémonie : "En tête de la procession apparaissait d'abord une masse d'hommes, vêtus de noir, le fort et profond bataillon des 550 députés du Tiers; sur ce nombre, plus de 300 légistes, avocats ou magistrats... La brillante petite troupe des députés de la noblesse venait ensuite, avec ses chapeaux à plumes, ses dentelles, ses parements d'or. Les applaudissements qui avaient accueilli le tiers cessèrent tout à coup... Même silence pour le clergé. Dans cet ordre, on voyait distinctement deux ordres : une noblesse, un tiers-état ; une trentaine de prélats en rochets et robes violettes ; à part et séparés d'eux par un chœur de musiciens, l'humble troupe des 200 curés dans leurs noires robes de prêtres (...) Le Tiers fut applaudi en général ; puis dans la noblesse, le seul duc d'Orléans, le roi enfin, qu'on remerciait ainsi d'avoir convoqué les Etats. Telle fut la justice du peuple".

L'usage ancestral était que le Tiers n'avait droit de parler qu'à genoux. Pour éviter ce geste qui peut paraître une provocation, on décide que le Tiers ne parlera pas. Comme le dit Michelet, "au bout de 200 ans de séparation et de silence, le roi revoyait son peuple et lui défendait de parler".

Une fois les trois ordres réunis, c'est le blocage complet. L'usage veut que chaque ordre vaut une voix : la noblesse une voix, le clergé une voix, le Tiers-Etat une voix. Deux voix donc pour 500 000 personnes, et une seule pour 25 millions. Le Tiers revendique que l'on vote autrement, selon le nombre des députés. Le clergé en a 291, la noblesse 270, soit 561 pour les deux premiers ordres. Le Tiers, seul, en a plus : 578. La noblesse et le clergé vident la salle. Le Tiers reste, et il reste ainsi pendant près de deux mois.

Michelet résume la situation des différentes classes sociales : "Donc, le Tiers attendait le clergé et la noblesse ; il attendait dans sa force, patiemment, comme toute chose éternelle. Les privilégiés s'agitaient; ils se retournaient, trop tard, vers le grand privilégié, le roi, leur centre naturel, qu'ils avaient ébranlé eux-mêmes. Ainsi, dans ce moment d'attente qui dura un mois et plus, les choses se classèrent selon leurs affinités : les privilégiés avec le roi, l'Assemblée avec le peuple".

Mais l'important est que tout cela se fait sous une véritable surveillance populaire. "Paris siégeait à Versailles, pêle-mêle avec les députés. Une communication continuelle existait sur toute la route. L'assemblée des électeurs de Paris, l'assemblée irrégulière, tumultueuse, que la foule tenait au Palais-Royal, demandait de moment en moment nouvelle des députés ; on interrogeait avidement tout ce qui venait de Versailles. Le Tiers; qui voyait la Cour s'irriter de plus en plus et s'entourer de soldats, ne se sentait qu'une défense, la foule qui l'écoutait, la presse qui le faisait écouter de tout le royaume." (Michelet)

Le journaliste américain Arthur Young écrit: "Les cafés du Palais-Royal sont non seulement bondés à l'intérieur, mais leurs portes et fenêtres sont assiégés à l'extérieur, par des foules impatientes écoutant à gorge déployée certains orateurs qui, debout sur des chaises ou des tables, haranguent chacun son petit auditoire. L'intérêt avec lequel on les écoute et le tonnerre d'applaudissements qu'ils reçoivent pour chaque sentiment plus vigoureux ou violent que de coutume contre l'actuel gouvernement, ne sauraient s'imaginer aisément. Je suis stupéfait que le ministre autorise de tels nids, de tels foyers de sédition et de révolte... Cela relève quasiment de la folie". (9 juin)

LE SERMENT DU JEU DE PAUME: LA BOURGEOISIE A L'ASSAUT DES INSTITUTIONS

Les députés du Tiers auraient pu tout de suite siéger seuls, et se proclamer Assemblée. Ils ne le veulent pas, ils veulent obliger les deux ordres privilégiés à changer leur position. De guerre lasse, le 17 juin, ils se proclament "Assemblée Nationale" aux cris de "Vive le Tiers" et "Vive le roi !"

Alors, la majorité des curés du clergé va abandonner la noblesse, et avec quelques nobles aussi, décident de les rejoindre. Le roi décrète cassée la décision de l'Assemblée, et lui donne l'ordre d'obéir. Mais l'Assemblée proclame fièrement, en la personne de son président Bailly : "la nation assemblée ne peut pas recevoir d'ordre".

Le 20 juin au matin, les députés trouvent la salle où ils se réunissaient fermée, gardée par les soldats. Ils décident d'aller de côté de là, au Jeu de Paume, une sorte de gymnase. Un député propose ce serment solennel : "Ne jamais se séparer et se rassembler partout où les circonstances l'exigeraient jusqu'à ce que la Constitution fût établie et affermie sur des fondements solides".

Le 23 juin, le roi ordonne aux ordres de se séparer, et déclare les décisions du Tiers "nulles, illégales, anticonstitutionnelles". Pour tout le monde, le roi subit la pression des privilégiés. Mirabeau déclare : "Nous avons entendu les intentions qu'on a suggérées au roi... Allez dire à ceux qui vous envoient que nous sommes ici par la volonté du peuple, et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes".

Le 27 juin, le roi change de tactique, et ordonne au clergé et à la noblesse de rejoindre l'Assemblée. Profitant de cette petite victoire, l'Assemblée se proclame Constituante, c'est-à-dire apte à établir une nouvelle constitution à la nation. Nous sommes alors le 9 juillet 1789.

Tout s'est passé sous les yeux grands ouverts de la population parisienne. La bourgeoisie qui dirige le Tiers-Etat s'est montrée offensive, en gestes, en paroles, vis-à-vis des ordres privilégiés, et même du roi. mais elle respecte la monarchie. Si le conflit était resté circonscrit aux seuls députés et aux sommets de la société, il est certain que rien ou presque ne serait sorti de cette révolution parlementaire et pacifique.

LE RENVOI DE NECKER : PARIS CHERCHE DES ARMES. LA BOURGEOISIE FORME SA GARDE (12-13 juillet 1789)

Peu sûr des gardes françaises casernées à Paris et qui partagent les aspirations de la population, le roi décide de concentrer 20 000 hommes de troupe de régiments étrangers. Royal-Cravate est à Charenton, Reinach et Diesbach à Sèvres, Nasau à Versailles, Salis-Samadé à Issy, les hussards de Bercheny à l'Ecole militaire, des Suisses à la Bastille... 33 régiments encerclent Paris et Versailles. On se répète dans les faubourgs les détails du coup de filet militaire que la Cour est en train de préparer pour le 16 ; on sait tout, jusqu'à la menace du roi de se retirer à Soissons et de livrer Paris à l'armée. Le 8 juillet, l'Assemblée

effrayée réclame le retrait des troupes. Bien au contraire, le roi renvoie le ministre Necker, le seul qui ne soit pas trop impopulaire, celui qui préconise la réforme,

Le danger se confirme. Parmi les orateurs populaires, un jeune avocat sans cause, trente ans à peine, de petite taille, Camille Desmoulins trouve les mots pour émouvoir, enflammer et pousser à l'action. "Citoyens, vous savez que toute la Nation avait demandé que M. Necker lui fût conservé, qu'on lui élevât même un monument. On l'a chassé. Peut-on vous braver plus insolamment ? Après ce coup, ils vont tout oser, pour cette nuit ils méditent, ils disposent peut-être une Saint-Barthélémy pour les patriotes ! Aux armes, aux armes ! prenons tous une cocarde, couleur verte, couleur de l'espérance !", Et comme il aperçoit des gens de la police, il ajoute : "L'infâme police est ici : eh bien, qu'elle me regarde, oui c'est moi qui appelle mes frères à la liberté." Il lève un pistolet : "Du moins, ils ne me prendront pas en vie et je saurai mourir glorieusement, il ne peut plus m'arriver qu'un malheur, celui de voir la France demeurer esclave".

L'état d'esprit de Paris bascule dans la nuit du 12 au 13 juillet 1789 : il faut absolument réagir, il faut s'armer. Cette nuit-là, on brûle 40 des 54 barrières d'octroi, ces douanes qui taxent les marchandises entrant dans Paris et en élèvent le prix. A l'aube, des couvents, comme celui de Saint-Lazare, que l'on dit receler des grains et de la farine, sont forcés et pillés.

Les manifestants vont partout où on pense qu'il y a des armes : à l'Oratoire, rue Saint-Honoré, à l'Arquebuse, où il y a un centre de tir, à Saint-Eustache, où on fait sonner le tocsin pour demander des renforts, rue Feydeau à un hôtel, à la barrière du Temple où on trouve cinq ou six fusils. Des groupes d'hommes, de quelques centaines ou quelques milliers, vont et viennent, jusqu'à ce qu'ils trouvent des armes.

Il n'y a pas de chefs, mais il y a une direction qui se met en place. La bourgeoisie se réunit à l'Hôtel de Ville. 407 électeurs des Etats généraux s'y réunissent, et constituent une municipalité parallèle. Une milice bourgeoise est mise en place, la Garde nationale : 60 bataillons formés chacun de 600 hommes. Organisée le 13 juillet, la milice parisienne commence ses patrouilles dès l'après-midi, et a pour attitude de désarmer tous ceux qui semblent porter une arme.

L'armée ne s'est pas vraiment battue pour sauver les intérêts de la noblesse. Coup sur coup, la défection des curés, puis des gardes françaises, de l'armée, font basculer d'un coup les rapports de forces. Une situation totalement nouvelle va pouvoir apparaître.

LA PRISE DE LA BASTILLE : L'OEUVRE DU PARIS POPULAIRE SEUL (14 juillet 1789)

Le 14 juillet au matin, une foule de 40 000 personnes se présente aux Tuileries. Les portes sont forcées, 32 000 fusils sont trouvés dans les souterrains. Disposées à quelques centaines de mètres de là, les troupes du général suisse Besenval reçoivent l'ordre de marcher ; elles refusent.

Il ne suffit pas d'avoir des fusils. Il faut de la poudre et des munitions. On sait qu'il y en a à la Bastille. La Bastille aussi est défendue par des gardes Suisses. Une foule immense s'y retrouve. Ce sont des charrons, des épiciers, uniquement des gens de petits métiers. Les

bourgeois se comptent sur les doigts de la main. De Launey, qui commande la place, négocie, pour gagner du temps. En même temps il fait placer ses canons dans l'axe du faubourg St Antoine, et le tir commence. Quand arrivent les travailleurs des faubourgs, De Launay fait un chantage odieux : il menace de faire sauter le stock de poudre. Tout le quartier serait ravagé.

C'est la peur au ventre que les assaillants partent à l'assaut des murs de la Bastille, s'accrochant à n'importe quoi, utilisant des pies ou des marteaux. On dénombre 98 morts. Hullin, horloger devenu domestique et le sous-lieutenant Elie, improvisés dirigeants depuis le matin, rallient à eux une partie des troupes du roi. C'est un enfant, Lavallée qui monte l'un des premiers à l'une des tours. La Bastille est prise. La Bastille, prison d'Etat réputée inviolable, où il suffisait d'une lettre de cachet du roi pour y enfermer, à vie parfois, quiconque lui déplaisait.

La tête de de Launay sert de prise à la vengeance du peuple : elle est promenée au bout d'une pique dans Paris. Babeuf dira au sujet de cette pratique : "Je comprends que le peuple se fasse justice, j'approuve cette justice lorsqu'elle est satisfaite par l'anéantissement des coupables ; mais pourrait-elle aujourd'hui n'être pas cruelle ? Les supplices de tous genres, la torture, la roue, les bûchers, les gibets, les bourreaux multipliés partout, nous ont fait de si mauvaises moeurs

Le prince de Larnbesc fonce à cheval avertir le roi : "La Bastille est prise". Louis XVI, mal réveillé, demande au duc de liancourt qui l'informe . "Mais quoi, c'est donc une révolte ?" -"Sire, c'est une révolution". On peut ajouter aujourd'hui : c'est cinq années de révolution permanente...

Dans la nuit du 13 juillet, la bourgeoisie s'est constitué son armée, la Garde nationale. Le 15 juillet, elle récupère ce qui a été fait par le peuple le 14. Elle fait nommer Bailly maire de Paris, et La Fayette commandant de la Garde nationale.

Pour les parisiens, le danger subsiste, car les troupes du roi sont partout. La Cour prépare les derniers détails de l'attaque. Paris doit être attaqué, de nuit, de 7 côtés à la fois. La reine fait donner à boire aux soldats, avant l'assaut. "Pour compléter l'enivrement, détaille Michelet, la belle des belles emmenait chez elle les officiers, les troublait de liqueurs, de ses douces paroles et de ses regards... On surprit leurs lettres où ils écrivaient: "Nous marchons à l'ennemi". Complétant le plan de la Cour, les plus puissants des aristocrates commencent à prendre le large. Ils émigrent et se mettent à comploter avec leurs frères étrangers.

L'Assemblée n'attend qu'une chose maintenant. Que le roi vienne à Paris, qu'il se mette au service du peuple, c'est-à-dire de sa cause. Le roi accepte de venir à Paris, le 17 juillet. Bailly, nouveau maire de Paris, déclare que ce geste est celui de "l'alliance auguste et solennelle entre le monarque et le peuple". Il demande d'abandonner la cocarde verte qui est née de la rue. Et de la remplacer par une cocarde tricolore: bleu et rouge pour les couleurs de Paris, blanc pour celle de la monarchie.

La population croit encore au bon roi, mais elle craint le monde dans lequel il vit. Tout au long du parcours, le roi découvre une foule considérable, silencieuse. Pas un seul "Vive le roi !". De temps à autre "Vive la nation". Deux lignes régulières, de 3, 4 ou 5 hommes d'épaisseur. 200 000 hommes armés de fusils, mais aussi de piques, de lances, de sabres, d'épées, de fourches et de faux.

LA PAYSANNERIE S'INSURGE, SUR LES TRACES DE PARIS

En quelques jours, toute la France est au courant de la prise de la Bastille. Dans toutes les villes, la bourgeoisie copie ce qu'a fait la bourgeoisie parisienne. On forme un comité municipal, on institue une garde nationale locale. Comme à Paris, en sont soigneusement écartés ceux qui ne possèdent rien, les pauvres, les non-proprétaires.

Bientôt l'immense majorité du pays, la paysannerie, entre en mouvement. Ses bastilles à elle, ce sont les vieux droits seigneuriaux, inscrits dans les titres et rangés dans les donjons des châteaux. Dans la deuxième quinzaine de juillet 1789, la révolte devient générale. On fait des feux de joie avec les vieux titres maudits, parfois c'est le château entier qui brûle. Les paysans s'arment, plus par peur des brigands qu'autre chose, car le bruit court qu'ils vont couper les blés avant de mûrir.

Un certain nombre des toutes fraîches gardes nationales réagit en se portant au secours des nobles et de leurs propriétés. Dans son Histoire socialiste de la Révolution française, Jaurès note qu'à Lyon, une fois qu'elle a rétabli l'ordre dans les campagnes, "quand elle (la garde bourgeoise) rentre en ville, elle est assaillie à coups de pierres et de tuiles par les ouvriers de la Guillotière, qui prennent parti pour les paysans insurgés".

A Versailles, l'Assemblée constituante ne réagit pas autrement. L'avocat Salomon s'exclame : "Par des lettres émanées des provinces, il paraît que les propriétés, de quelque nature qu'elles soient, sont la proie du plus coupable brigandage; de tous les côtés, les châteaux sont brûlés, les couvents sont détruits..."

LA NUIT DU 4 AOÛT : L'ABOLITION DES PRIVILEGES. MAIS LES TROIS ORDRES SONT MAINTENUS

La propriété privée commence à être mise en cause. C'est la panique générale, cette fois nobles, clergé et bourgeoisie réunis. Comment faire pour arrêter ces paysans ? Sur quelle force s'appuyer ? Faire appel aux forces du roi, serait un retour en arrière définitif Il faut donner du lest. Le lest, un certain nombre de bourgeois l'ont déjà préparé, discuté, soupesé dans leur réunion du "Club breton", dans un café de Versailles : on abandonne les vieux droits seigneuriaux, et on fait payer le clergé.

C'est le plus riche seigneur après le roi en propriétés féodales, le duc d'Aiguillon, qui fait la proposition officiellement. Il déclare "qu'en votant la veille des mesures de rigueur contre ceux qui attaquent les châteaux, un scrupule lui est venu; il s'est demandé à lui-même si ces hommes étaient bien coupables..." (Michelet). Il propose que désormais la noblesse et le clergé ne soient plus exemptés d'impôts. Ce n'est que légaliser ce qui est en train d'être fait aux quatre coins du pays.

Mais attention, il propose une obligation de rachat: le paysan peut se débarrasser de tel ou tel devoir seigneurial, à une condition : qu'il paye pour se libérer de cette redevance féodale. Le tarif est fixé à 20 à 30 fois le montant annuel, selon la redevance. C'est une belle porte de sortie pour les nobles. Ils conservent leurs propriétés, et sont honorablement payés des droits que quelques paysans aisés seulement pourront racheter.

Même ainsi, ces mesures sont évidemment la trace d'un tremblement de terre social. Elles sont prises dans une ambiance démente. Pour masquer leur peur, pour se rassurer, on se hâte de décider ce qu'on a toujours refusé. Et on en rajoute : chacun se croit obligé de découvrir un vieux droit vraiment odieux qu'il propose de supprimer.

L'évêque de Chartres propose de sacrifier les droits de chasse, que touche le duc de Châtelet. Celui-ci sourit à ses voisins et leur dit: "L'évêque nous ôte la chasse ; je vais lui ôter ses dîmes". On voit alors le Tiers et les nobles s'entendre comme larrons en foire pour imposer au clergé de renoncer à ses dîmes. C'est autant de donné à la population. On trouve une bonne raison pour qu'il n'y ait pas de droit de rachat : la dîme est seulement un moyen d'entretenir le clergé, elle n'est pas sa "propriété", inutile donc de mettre un droit de rachat. Le clergé, évidemment, refuse, et la chose reste en suspens. L'abolition de la dîme est adoptée... pour l'avenir.

LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME... BOURGEOIS

La bourgeoisie éprouve le besoin d'établir un texte politique qui légitime le nouveau régime. S'inspirant de la Déclaration des Etats-Unis, et des idées des Lumières, elle rédige la fameuse Déclaration des droits de l'homme. "Article 1er. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits... Article 2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme : ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression".

Ce texte est révolutionnaire dans une société basée sur l'inégalité par la naissance. Il proclame comme premier droit la liberté, dans un monde dirigé par des despotes et des monarques absolus. Mais il met en seconde place le droit de propriété. Ce droit-là est strictement bourgeois.

On nous dit aujourd'hui que ce texte est universel, dans le sens qu'il offre ces droits à tous les hommes. C'est un mensonge, il est seulement universel dans ce sens que la bourgeoisie en train de conquérir la France se voit aussi conquérir le monde, et qu'elle le voudrait à son image, c'est-à-dire bourgeois. Tous les êtres humains ne sont pas des hommes dignes de ces droits : les non-propriétaires, les femmes, les esclaves sont exclus de cette belle déclaration.

Pour que le paysan commence seulement à avoir le droit de vote, il faudra le 10 août 1792, que la guerre soit déclenchée, que le peuple de Paris s'insurge pour abattre définitivement la Monarchie, et 3 millions de paysans seront admis à la citoyenneté. Jusque là, ils sont considérés comme "passifs".

Quant aux femmes, alors qu'elles joueront un rôle décisif dans la plupart des événements révolutionnaires, elles ne seront jamais considérées comme citoyennes.

Lingères, blanchisseuses, marchandes ambulantes, ou tenant des petits commerces comme mercières, elles vont pourtant devoir aussi rejoindre en masse les ateliers de filature pour remplacer un million d'hommes partant à la guerre. Et là, elles travailleront avec des enfants de moins de 16 ans. Les femmes du peuple occuperont la rue, les tribunes de la Convention, du Tribunal révolutionnaire. Les bourgeois qui dirigent la révolution diront de manière méprisante qu'elles ont "la rage de courir les assemblées".

LES ESCLAVES DOIVENT SE LIBERER EUX-MÊMES

(1791-1794)

En Guyane, en Martinique, en Guadeloupe, et surtout dans la partie "française" de St Domingue, l'empire colonial français comprend près de 700 000 esclaves. Le commerce du sucre et du café, à l'époque produits de luxe, est une excellente affaire : 960 sucreries, 2400 cafèteries, 3500 indigoteries, rapportent à la balance commerciale française 150 millions de livres. Sans cela, elle serait déficitaire.

Dès le 20 août 1789, un groupe d'intérêts se constitue sous le nom de "Société correspondante des colons français". On y trouve les frères de Lameth, aristocrates propriétaires de plantations, l'avocat Barnave. Leur première préoccupation est de s'entendre avec les armateurs pour éviter la contagion révolutionnaire aux Antilles.

Mais la révolte finit par éclater. Comme en France, ce sont les querelles intestines entre possédants qui donnent le signal. Les fractions de la bourgeoisie coloniale arment des esclaves pour les utiliser. Mais en octobre 1790, les propriétaires métis s'insurgent. Le chef de l'insurrection, Ogé, réclame une égalité du droit de propriété entre blancs et métis. Il est supplicié devant l'Assemblée coloniale au grand complet.

En mai 1791, ce sont cette fois les esclaves eux-mêmes qui attaquent la ville du Cap, brûlent les cultures, prennent le maquis. A Paris, Brissot explique à l'Assemblée qu'il vaut mieux un propriétaire métis qui travaille et avec qui on peut collaborer, à un colon blanc, gros dépensier, que la métropole doit constamment entretenir. Le 24 mars 1792, l'Assemblée accorde l'égalité des droits aux hommes de couleur libres. Mais pas aux esclaves.

Us colons français des Antilles sont farouchement royalistes. Mais les Anglais envahissent l'île de St Domingue. La seule chance d'obtenir l'alliance des esclaves contre les Anglais, c'est de leur promettre l'affranchissement. Contrainte et forcée, le 4 février 1794, la Convention votera l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies.

Mais huit ans plus tard, Bonaparte décidera de rétablir l'esclavage. Il lui faudra entreprendre une véritable guerre, qu'il va perdre, perdant du coup sa plus "belle" colonie. Le 31 décembre 1803, les officiers noirs des armées d'anciens esclaves proclameront l'indépendance du pays, et lui donneront pour nom Haïti.

LES FEMMES RAMENENT LE ROI A PARIS : LES DERNIERES ILLUSIONS

(5-6 octobre 1789)

L'autre catégorie exclue de ces "droits de l'homme", ce sont les femmes. Les femmes n'ont pas le droit de vote. Il n'y a même pas de véritable débat à ce sujet, tant la chose semble aller de soi. Talleyrand se charge de donner bonne conscience à l'exclusion des femmes avec cet argument: "Une moitié du genre humain exclue par l'autre de toute participation au gouvernement, dit-il ? Il nous semble incontestable que le bonheur commun, surtout celui des femmes, demande qu'elles n'aspirent point à l'exercice des droits et des fonctions politiques... Tenons-nous-en là, et n'invoquons pas des principes inapplicables à cette question. Ne faites pas des rivaux des compagnes de votre vie !..."

Seul, Condorcet raisonne autrement. Pour lui, les différences sociales entre les sexes sont "l'ouvrage de l'éducation". "Pourquoi des êtres exposés à des grossesses, à des indispositions passagères, ne pourraient-ils pas exercer des droits dont on n'a jamais imaginé de priver les gens qui ont la goutte tous les hivers, et qui s'enrhument aisément ?" Indisposées ou pas, les femmes étaient là nombreuses lors de la prise de la Bastille. Début octobre 1789, elles sont seules pour faire avancer la révolution.

L'Assemblée est en panne. Louis XVI oppose son veto à toutes les décisions. Il refuse l'abolition des privilèges du 4 août, il refuse la Déclaration des droits de l'homme. Et Paris assiste, inquiet, au triste spectacle d'une Assemblée qui discute s'il faut reconnaître au roi le droit de veto sur les décisions qu'elle a prises, si l'on ne pourrait pas s'en sortir en ajournant le droit de veto royal, pour un an disent les uns, deux ans, six ans disent d'autres...

Cette Assemblée, si elle a dû prendre des mesures révolutionnaires, c'est poussée par le mouvement des masses. Elle reste fondamentalement composée des mêmes gens que le roi avait convoqués, on s'en souvient, avant les émeutes paysannes, avant la prise de la Bastille, il y a bien longtemps déjà, en mai. Cela fait 4 mois, mais les mois valent des années en période de révolution.

Ce sont les femmes du peuple de Paris, blanchisseuses, couturières, qui vont débloquent la situation. Elles en ont assez de souffrir de la faim. Les affaires ne marchent plus, les fermiers ne veulent plus battre le grain, les meuniers ne veulent pas moudre. Il est évident que certains usent de l'arme de la faim pour abattre la révolution. S'approvisionner devient une véritable guerre. Il faut envoyer la garde nationale protéger les arrivages, acheter sous la protection des armes.

Les femmes appellent le roi "Monsieur Veto". Quand elles apprennent qu'à Versailles, devant un régiment nouvellement arrivé, la reine a insulté la cocarde tricolore lors d'un banquet, l'idée se répand d'aller soustraire le Roi à sa Cour, de le ramener à Paris. Louise Chabry est ouvrière en sculpture, Jeanne Martin, 49 ans, est gardemalade. Leur idée est que le roi présent à Paris, on ne mourra pas de faim en sa présence. Elles se décident, parcourent les rues. Les marchandes de La Halle les rejoignent. Elles savent les difficultés des ménagères. Elles sont bientôt plusieurs milliers, se dirigent sur l'Hôtel de ville pour y trouver des armes et des munitions, puis se mettent en marche pour Versailles. La Garde nationale, sous la pression, décide de les accompagner.

A l'Assemblée, Maillard, un "ancien combattant" de la Bastille, déclare en leur nom: "Nous sommes venus à Versailles pour demander du pain, et en même temps pour faire punir les gardes du corps qui ont insulté la cocarde patriotique". Le roi, qui peut entendre, sentir la présence de cette foule, finit par craquer : il enlève son veto, mais refuse de partir de Versailles. Ce serait à ses yeux reconnaître la chute de la royauté.

La nuit se passe autour de feux de camp improvisés, dans le froid, sans manger. Le matin du 6 octobre, la foule passe à l'offensive. Elle essuie plusieurs morts, mais pénètre de force dans les appartements royaux, montant même un canon dans les étages. Les gardes sont totalement débordés. Le roi, apprenant qu'une deuxième vague de manifestants part de Paris, se décide enfin. Et c'est escorté de 20 à 30 000 personnes qu'il est ramené à Paris.

La population, toujours naïve pour ce qui est du roi lui-même, est en fête. On crie "Voici le boulanger, la boulangère et le petit mitron" en parlant du roi, de la reine, et de son fils sous escorte. Mais le roi à Paris, les consciences vont s'éclairer sur la réalité de siècles de mensonges et de domination.

Le roi ramené à Paris, c'est un vent de frayeur qui s'empare de tous les milieux royalistes. 150 députés prennent des passeports pour s'enfuir. Ceux qui restent n'ont plus qu'une chose en tête, rétablir l'autorité royale. L'Assemblée, installée le 19 octobre, décide le 22 d'interdire les attroupements populaires et de décréter la loi martiale. Elle décrète aussi que pour être électeur, il faut payer en imposition directe, comme propriétaire ou comme locataire, la valeur de trois journées de travail. De 5 à 6 millions d'électeurs qu'avait donnés le suffrage dit universel établi par le roi pour les Etats généraux, il n'en reste plus que 4 millions 400 000. Robespierre, Duport, protestent, au nom de l'égalité.

C'est un recul. La révolution vit ainsi. Le peuple fait la besogne. Ses représentants, toujours en retard d'un temps n'acceptent les mesures nouvelles que sous la menace et la pression. Après quoi, leur première tendance est à relâcher l'effort qui a été fait dans le sens nouveau... Jusqu'au nouveau coup de colère populaire.

C'est le mouvement populaire et lui seul qui est le moteur de la révolution française. Le seul honneur des bourgeois est qu'il s'est trouvé chaque fois des hommes pour accepter ce mouvement, imposer un pas de plus dans la transformation de la société. Mais il se trouve aussi une lourde majorité de bourgeois qui s'effraient dès que le peuple bouge, que paralyse même leur mouvement, et qui, s'ils étaient seuls, rejoindraient à toute vitesse le giron de l'Ancien régime. C'est ainsi, de manière aveugle, inconsciente, sans une réelle direction volontaire de la bourgeoisie, mais sous l'aiguillon de la colère populaire, que la révolution avance.

A chaque pas, la bourgeoisie dans son ensemble a comme premier mouvement de vouloir considérer la révolution comme finie. Mais il suffit d'une minorité de bourgeois de trempe révolutionnaire pour obliger les autres à accepter. Car derrière ces quelques là, il y a une force populaire considérable, une accumulation de générations de souffrances, transformées maintenant en réflexion et en action.

L'ORGANISATION DE L'ETAT BOURGEOIS DEMOLIT LES VIEUX CARCANS

En quelques mois, l'Assemblée Constituante fait une série impressionnante de lois, qui organisent la France moderne. les impôts indirects détestés sont supprimés ; il y a un seul impôt direct, payable par tous. Le territoire est réorganisé ; les découpages hérités d'une histoire compliquée faite de chevalerie et de rapines font place à une division harmonieuse en 83 départements. La torture est abolie. Tous les administrateurs sont élus, y compris les évêques. La jeune bourgeoisie s'octroie une démocratie vraiment complète.

Les obstacles aux échanges économiques sont supprimés : les péages sur les ponts, les octrois aux portes des villes, les douanes aux limites des provinces. La liberté des prix est instaurée. C'est la fin aussi des monopoles et des corporations : place nette est faite à la liberté d'entreprise.

La révolution, en nettoyant les vieux carcans de l'Ancien monde, permet de faire des progrès dans les domaines les plus variés. Les vieilles unités de mesure, nombreuses et incohérentes, sont remplacées par le système métrique, qui a une vocation universelle. Des savants se mettent au service de la révolution.

Par contre, une loi particulière interdit la grève et le droit aux ouvriers de se réunir. C'est la loi Le Chapelier, qui date du 14 juin 1791. Elle interdit toute pétition et toute association au nom d'une profession. Elle sert à la fois à abattre l'ancien régime des corporations, mais aussi à interdire à la jeune classe ouvrière d'industrie de s'organiser. Seul Marat, dans l'Ami du peuple, critiquera cette loi. Le droit de grève, la bourgeoisie française ne le reconnaîtra qu'un siècle plus tard, en 1864, et le droit syndical encore plus tard en 1884. Ces droits, il faudra en réalité que les travailleurs les imposent dans les faits.

MONARCHIE OU REPUBLIQUE ?

L'ESSENTIEL EST DE CONSTRUIRE UN ETAT BOURGEOIS

On peut s'étonner que des révolutionnaires comme Robespierre n'aient pas spécialement combattu dès le début pour la République. Mais c'est subir la pression de la bourgeoisie qui pare la République de vertus supérieures. République ou Monarchie ne sont que des formes différentes d'organisation gouvernementale. La bourgeoisie a montré en réalité qu'elle peut s'accommoder de l'une ou l'autre. Sa belle Déclaration des Droits de l'Homme, elle l'a conçue en présence du roi, et sans revendiquer le moins du monde son départ. L'essentiel n'est pas là. Monarchie ou République ne sont que des formes différentes. L'essentiel est le contrôle de l'appareil d'Etat.

La bourgeoisie est révolutionnaire, mais c'est une classe privilégiée. Elle conçoit son installation au pouvoir comme un compromis avec les anciennes classes privilégiées. Ce compromis, elle sait qu'il lui faut se battre, s'armer, constituer une force, pour l'imposer. Mais elle n'envisage pas de supprimer les classes sociales. Il lui faut donc un appareil d'Etat permanent et durable

Contrairement à la classe ouvrière qui doit absolument détruire l'ancien appareil d'Etat, parce qu'il est pour elle qui veut supprimer tous les privilèges un danger mortel, la bourgeoisie sent bien, sait bien, qu'elle va pouvoir utiliser sans trop de problème, des pans entiers de l'ancien appareil d'Etat.

Seulement, pour se faire obéir de l'administration, de l'armée, de la police, de la justice, il lui faut à la fois une autorité et une force. L'autorité, elle la détient de son assise populaire. Car elle n'a pas d'autre soutien, face aux intérêts conservateurs de toutes les vieilles classes, qui refusent tout changement. Cette assise populaire est un atout, mais un atout problématique. Les hauts fonctionnaires, le haut Etat-major, ne peuvent obéir dans ces conditions que contre leur gré, ou de manière provisoire. Leur état naturel est d'être au-dessus de la population, pas à égalité avec elle, et encore moins à ses ordres.

C'est pourquoi, tant que l'ordre nouveau n'est pas stablement installé, tant que la situation est encore révolutionnaire, l'ancien appareil d'Etat réagit en étant spontanément attiré par les vieux réflexes d'obéissance à la royauté. Il ne se décidera à l'abandonner que lorsque le mouvement révolutionnaire sera vraiment éteint.

La bourgeoisie a donc besoin d'organiser sa propre force militaire, la Garde nationale. Cette force spécifiquement bourgeoise, elle va s'en servir pour faire pression sur les corps de l'Etat, les décider à appliquer sa politique. Par un certain côté, elle ressemble aux milices ouvrières dans une situation révolutionnaire prolétarienne, dans la mesure où elle est la classe révolutionnaire en armes.

Mais la comparaison s'arrête là. Contrairement à la milice ouvrière, la milice bourgeoise n'a pas à remplacer tous les rouages de l'ancien appareil d'Etat. Elle n'a pas non plus intérêt à démolir complètement ces rouages. Au contraire, elle va chercher à conserver tout ce qui lui semble récupérable, car ce sont autant de forces de maintien de l'ordre prêtes et rodées, que la bourgeoisie peut s'assimiler.

Dans son 18 *Brumaire de Louis Bonaparte*, Marx décrit l'ancien appareil d'Etat de la Monarchie absolue : "Ce pouvoir exécutif, avec, son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machine étatique complexe et artificielle, son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes et son autre armée de 500 000 soldats, effroyable corps parasite qui recouvre comme d'une membrane la société française et en bouche tous les pores, se constitua à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité qu'il aida à renverser. Les privilèges seigneuriaux des grands propriétaires fonciers et des villes se transformèrent en autant d'attributs du pouvoir d'Etat, les dignitaires féodaux en fonctionnaires appointés, et la carte bigarrée des droits souverains médiévaux contradictoires devint le plan bien réglé d'un pouvoir d'Etat, dont le travail est divisé et centralisé comme dans une usine.

"La première Révolution française, qui se donna pour tâche de briser tous les pouvoirs indépendants, locaux, territoriaux, municipaux et provinciaux, pour créer l'unité bourgeoise de la nation, devait nécessairement développer l'oeuvre commencée par la monarchie absolue : la centralisation, mais en même temps aussi, l'étendue, les attributs et l'appareil du pouvoir gouvernemental."

Résumant l'évolution de l'Etat féodal à celui de la Monarchie absolue, puis à l'Etat bourgeois, jusqu'à la révolution de 1848, Marx écrit ces lignes que Lénine reprendra et soulignera dans *L'Etat et la Révolution* : "Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considèrent la conquête de cet immense édifice «Etat comme la principale proie du vainqueur".

LA VIE POLITIQUE DU PETIT PEUPLE : LES SECTIONS ET LES CLUBS

Le mouvement populaire s'organise en profondeur, se renforce en organisation et se politise. Les assemblées qui s'étaient réunies à Paris à l'initiative du roi, pour préparer la convocation des Etats généraux, se retrouvent, pour débattre, s'informer, discuter, sur la base dictée par le roi, les 60 districts. C'est une véritable assemblée générale permanente qui se tient ainsi. Mais maintenant les sections découvrent et font de la politique par elles mêmes. Evidemment, tout le monde ne vient pas, ou pas tout le temps. Le réflexe de se réunir revient plus largement dans les moments critiques, le 14 juillet, le 4 août, le 5 octobre.

Mais une minorité est régulièrement présente. L'historien Albert Soboul estime entre 4 et 19% suivant les sections, le nombre de citoyens actifs qui participent à cette vie politique souterraine. Ces chiffres donnent en réalité un nombre de militants considérable,

journallement mobilisés, maintenant les opinions au jour le jour au niveau le plus haut. C'est tout un pan de la population qui fait l'apprentissage de la politique, en se réunissant régulièrement, en suivant l'actualité des grands du monde, et en découvrant que les petits peuvent créer la leur. Cette minorité apprend à suivre l'état d'esprit de la majorité des masses, à en être le représentant, et à savoir transformer en actes leurs sentiments révolutionnaires. Des militants nouveaux se forment par milliers, des dirigeants par centaines.

Sans radio, transistor, ni télévision, c'est la mobilisation des masses qui sert de courant formidable aux informations. La vigilance active de milliers et de milliers d'hommes et de femmes, réussit à faire transporter toutes les nouvelles de chaque lieu où se produit l'événement à tous les endroits où l'on est concerné. L'historien Georges Lefebvre écrit: "il fallait 27 heures pour gagner Monlouis, Poitiers, Rennes, Cherbourg, Nancy. 29 heures pour Dijon, 32h pour Calais, et 41 pour Mâcon. On dépassait deux jours pleins pour aller à Lyon (49h), Bordeaux (53h) et Brest (60h), trois jours pour Avignon (77h), Marseille (80h) et Toulouse, quatre jours pour Toulon et les villes de la région pyrénéenne."

Partout, on est à l'affût des nouvelles, et elles ne perdent pas une seconde. A Rennes, on note 3 000 personnes rassemblées pour écouter leur lecture. On lit les lettres des députés de Paris. Quelques groupes d'électeurs font parfois imprimer ces nouvelles, des journaux s'en emparent. La France ainsi mobilisée est au moins aussi bien informée que le roi lui-même.

La nouvelle Assemblée tente de régler cette vie politique, et en! étend le principe à toutes les villes du pays. Paris est redécoupé en 48 districts. L'organe suprême de la section, c'est l'Assemblée : elle est le souverain debout. Dans les assemblées primaires, les citoyens actifs se réunissent pour voter. Chaque section se dote d'organes d'exécution. La bourgeoisie naissante met ainsi en place un système extrêmement démocratique, du moins pour les citoyens qu'on considère "actifs". Ainsi, sur la base d'un quartier, où les gens se connaissent et se contrôlent, dans chaque section, le juge de paix, le commissaire de police, sont élus. A la demande de 50 citoyens actifs, on peut réunir une assemblée générale.

Le petit peuple va bientôt utiliser un autre outil à sa disposition pour faire sa politique, ce sont les clubs. Le premier Club qui s'était ouvert l'avait été chez Duport, dans le Marais. Il y réunissait des députés, des avocats. C'est ce club qui, transporté à Versailles, est devenu le Club breton. Avec le départ du roi, il revient à Paris, s'établit dès octobre sous le nom de "Société des Amis de la Constitution" au couvent des Jacobins, rue St Honoré ; on dit plus simplement les Jacobins. A partir de là, le club s'ouvre plus largement. Et d'autres le copient.

Le Club des Cordeliers est animé par Danton et Marat, qui ont fait leurs premiers pas aux Jacobins, et Desmoulins, près de l'Odéon. Son droit d'entrée et de cotisation est bas, ce qui permet aux sansculottes de le fréquenter. Un témoin décrit l'ambiance : "Une chapelle assez vaste servait de local au club des Cordeliers... Environ 300 personnes de tout âge et de tout sexe garnissaient ce local ; leur costume était si négligé et si crasseux qu'on les aurait pris pour une réunion de mendiants."

Là où les sections regroupent les gens sur la base d'un quartier, les clubs les regroupent par affinité politique. Mais un club tranche avec tous les autres, un club va plus loin qu'être le lieu où s'élabore et s'exprime un courant politique, c'est le club des Jacobins.

LE CLUB DES JACOBINS : UN PARTI REVOLUTIONNAIRE AVANT LA LETTRE

Le Club des Jacobins n'est pas seulement un club de discussion, c'est le centre d'une véritable organisation politique, qui vit se construire dans le feu des événements, et qui va s'étendre à travers toute la France.

Les Jacobins utilisent deux moyens complémentaires pour construire leur toile : l'affiliation, et la correspondance. Le club parisien fonctionne comme une société-mère, qui alimente politiquement et matériellement les sociétés, les clubs affiliés. Ainsi, l'action, la politique de l'ensemble des clubs jacobins du pays va être coordonnée. Quand le club central lance une pétition, il sait que son impact va être multiplié autant de fois. Quand il imprime des tracts, de% affiches, quand il envoie un mot d'ordre, il sait que c'est répercuté par les sociétés affiliées.

Le club des jacobins est dans une certaine mesure le parti révolutionnaire avant la lettre de la révolution française. Il n'est pas né d'une quelconque théorie. Il s'est sélectionné par le simple fait que les bavards, les gens peu soucieux d'efficacité, les gens peu courageux aussi, ont été rebutés par ses moeurs. Bien sûr, il faudra aussi aux Jacobins une certaine politique. Ils ne brilleront pas spécialement plueur clairvoyance politique. Comme tout le monde, à l'exception peutêtre des Cordeliers, les Jacobins sont encore royalistes en octobre 1789. Mais de leur sérieux et de leur intransigeance vont naître une véritable discipline qui en fera le seul outil efficace aux moments critiques.

Michelet, pourtant réticent à leur égard, dit d'eux : "Il y eut cent députés le premier jour (de leur installation rue St Honoré), puis deux cents, puis quatre cents. Ils prirent le titre d'Amis de la Constitution, Dans la réalité, ils la firent. Elle fut entièrement préparée par eux ; ces quatre cents, plus liés entre eux, plus disciplinés, plus exacts d'ailleurs que les autres députés, furent maîtres de l'Assemblée. Ils y apportèrent toutes faites et les lois, et les élections ; eux seuls nommaient les présidents, secrétaires, etc. Ils masquèrent quelque temps cette toute puissance en prenant parfois le président dans d'autres rangs que les leurs. "

"La Fayette, qui apprit à ses dépens à connaître leur organisation, dit que le centre en était une réunion de dix hommes qu'eux-mêmes appelaient le sabbat, qui prenaient tous les jours l'ordre des Lameth ; chacun des dix le transmettait à dix autres de bataillons et sections différents, de sorte que toutes les sections recevaient en même temps la même dénonciation contre les autorités, la même proposition d'émeute, etc." Au total, "2400 sociétés dans autant de villes ou de villages s'y rattachent en moins de deux ans".

Sa force, le club des jacobins la tire aussi de son lien avec le mouvement populaire. Au club lui-même, il y a une séparation entre les ouvriers, les gens du peuple, et les membres du club proprement dit. "Les ouvriers viennent, mais à d'autres heures, dans une autre salle, au-dessous de celle-ci. On a fondé pour leur instruction, une société fraternelle, où on leur explique la Constitution. Une société de femmes du peuple commence aussi à se réunir dans cette salle inférieure" (Michelet). Mais sur le plan politique, la direction jacobine va coller au mouvement des masses pendant 4 ans et demi

ROBESPIERRE, LE REVOLUTIONNAIRE JACOBIN

A la tribune des jacobins : Robespierre ! Robespierre est encore peu écouté à l'Assemblée. Aux Jacobins, il prime, "il est la société même, rien de plus et rien de moins. Il l'exprime parfaitement, marche d'un pas avec elle, sans la devancer jamais." (Michelet).

Robespierre a eu une jeunesse très difficile. Né dans une famille de notaires, près de Lille, il a dix ans quand il perd coup sur coup sa mère, puis son père moralement brisé par cette perte. Il est orphelin, et en même temps chef de famille, responsable de son frère et de deux soeurs. Tout son caractère en est marqué. Au collège d'Arras, c'est le meilleur élève. Il obtient une bourse pour continuer ses études au Collège Louis-le-Grand à Paris, chez les jésuites. Mais son protecteur, un chanoine, meurt, puis c'est le tour de sa soeur. A Paris, il est seul, au milieu d'élèves heureux et repus.

A la fin de ses études, il est nommé membre du tribunal criminel. Mais le jour où il est obligé de condamner à mort un assassin, il est profondément affecté, et donne sa démission. Il se fait simple avocat, à Arras. Et choisit ses causes. Un jour, des paysans viennent le voir, pour lui demander de plaider contre l'évêque, la plus haute autorité, le véritable roi de la ville. Robespierre accepte. Toute la région du Nord est alors sous une véritable dictature de l'Eglise. Toutes les terres, tous les postes importants, sont à elle. C'est là que Robespierre a fait ses premières armes au nom de la liberté.

Aux premiers jours de l'Assemblée, Robespierre tranche sur les autres orateurs. Il n'a ni famille, ni logis, ni ressource, il est habillé très sobrement. Il n'a que son salaire de député, dont il envoie le quart à sa soeur. La plupart des avocats, des notables qui sont là à l'aise, ceux de son propre camp, Larneth, Barnave, sourient d'un air supérieur quand il parle. Et cela fait rire toute l'Assemblée. Seul Mirabeau le respecte ; il dit de lui : "Il ira loin, car il croit tout ce qu'il dit". Robespierre fait passer ses idées politiques avant toutes les amitiés. "Ce qui le servit le plus, dit Michelet, ce fut de se mettre en dehors de son propre parti, de se faire seul, une bonne fois, de rompre avec les Lameth, de ne point traîner la chaîne de cette équivoque amitié".

Pendant que tout le monde intrigue, Robespierre travaille. "Une seule figure rassurait et disait : "Je suis honnête". L'habit le disait aussi, le geste le disait aussi. Les discours n'étaient que morale, intérêt du peuple, les principes, toujours les principes. L'homme n'était pas amusant, la personne était sèche et triste, aucunement populaire..."

"Malgré toutes ces circonstances peu propres à populariser, poursuit Michelet, le peuple a tellement faim et soif du droit que l'orateur des principes, l'homme du droit absolu, l'homme qui professait la vertu, et dont la figure sérieuse et triste en semblait l'image, devint le favori du peuple. Plus il était mal vu de l'Assemblée, plus il était goûté des tribunes. Il s'adressa de plus en plus à cette seconde assemblée, qui d'en haut, planait sur les délibérations, se croyait en réalité supérieure, et comme Peuple, comme Souverain, réclamait le droit d'intervenir, et sifflait ses délégués".

LANCIEN REGIME PREPARE SA REVANCHE

Rudement ébranlé par les coups de boutoir de Paris le 14 juillet, des campagnes le 4 août, des femmes le 6 octobre, l'Ancien Régime se tait, se tasse sur lui-même, mais n'en

continue pas moins d'exister. Toutes ses richesses, toutes ses intelligences, tout est maintenant mobilisé pour se préparer à une lutte que l'on sait à mort de ce côté-ci de la barricade. Si les forces aristocratiques ont été surprises, non pas une, mais deux, trois fois, par la violence révolutionnaire, alors qu'elles étaient en pleine querelle intestine, maintenant, le courant naturel les porte à chercher les moyens de s'allier.

Tout n'est que complot, intrigues. Ceux qui ne sont pas partis se tiennent prêts à émigrer, tentent d'acheter des hommes chez l'adversaire. Le royaliste Montmorin avoue qu'il a employé 7 millions à essayer d'acheter les Jacobins, à corrompre des écrivains, des orateurs. Les royalistes puisent largement dans les 25 millions annuels à la disposition du roi, pour imprimer des millions de feuilles de propagande, de journaux : l'Ami du Roi, Les Actes des Apôtres. La guerre de classe commence sur le terrain de la presse.

La bourgeoisie n'est pas dans la misère, mais elle ne fait pas le poids face à la puissance financière de l'Ancien régime. Les royalistes, héritent de siècles de présence, d'influence, de toute la puissance du passé, des complicités dans toute l'Europe. Ils ont des hommes partout. La branche royaliste des Orléanistes, opposants à Louis XVI, trouve des amitiés aux Cordeliers. Chez les Jacobins même, ils ont, jusqu'en avril-mai 1791, Laclos qui tient leur journal.

La presse révolutionnaire a un atout que n'a pas la presse royaliste : on la lit à haute voix. Le pays est analphabète. Alors, on fait des lectures publiques, le soir, dans les sociétés populaires, ou dans les assemblées de sections, dans les rues ou sur les places publiques, et bientôt dans l'armée. Malgré des tirages peu importants, la presse révolutionnaire, les idées révolutionnaires vont peser plus lourd que toutes les fortunes.

L'EGLISE SEME LES GRAINES DE LA CONTRE-REVOLUTION

Plus sournois, plus efficace à préparer la contre-révolution, est le clergé. L'Eglise manie des idées. Et elle dispose d'un formidable appareil, avec ses curés, ses évêques, toute une hiérarchie parfaitement obéissante et organisée, pénétrant tout le pays. La tête de cette organisation réactionnaire est à Avignon. "Palais monstre, dénonce Michelet, qui couvre toute la croupe d'une montagne de ses tours obscènes, lieux de volupté, de torture, où les prêtres montrèrent aux rois qu'ils ne savaient rien, au prix d'eux, dans les arts honteux du plaisir. L'originalité de la construction, c'est que les lieux de torture n'étant pas bien éloignés des luxurieuses alcôves, des salles de bal et de festin, on aurait bien pu, parmi les chants des cours d'amour, entendre le râle, les cris, le bris sec des os qui craquaient..."

Le clergé donne sa version des décisions de l'Assemblée: il laisse ignorer la suppression des dîmes, annonce qu'au contraire, on va taxer les bestiaux et les meubles. L'Assemblée avait décidé que les prêtres en exercice devaient prêter serment à la patrie, comme tout fonctionnaire. Ce serment ne touche en rien à la religion. Il y a juste à jurer "d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir la Constitution".

Le clergé va en faire un instrument de guerre civile. La guerre est déclarée à tous les curés qui prêtent le serment. Une véritable politique terroriste, tout à fait comparable aux méthodes des intégristes contemporains, se met en place. On sabote les mariages, les enterrements qui sont faits par ces curés. On répand le bruit que Dieu ne voudra pas des âmes mortes dans ces conditions. Mariés par un prêtre constitutionnel, on n'est que concubins. On

brise leurs fenêtres, on les fait mordre par des chiens, en attendant de pouvoir les broyer purement et simplement.

C'est le petit clergé qui est ainsi broyé par le haut clergé. "Tel qui voulait garder 800 000 livres de rente fit honte au curé de campagne des 1 200 francs de traitement qu'il acceptait de l'Assemblée... Les évêques ne lui donnèrent pas un moment pour réfléchir, lui déclarèrent que, s'il était pour la nation, il était contre l'Eglise -hors de l'unité catholique, hors de la communion des évêques et du St Siège, membre pourri, rejeté, renégat et apostat". (Michelet)

LA FETE DE LA FEDERATION : CONSTITUTION DE L'UNITE NATIONALE

(14 juillet 1790)

C'est l'Assemblée constituante qui décide de la composition de la Garde nationale, donc de l'autorisation du port d'armes. Elle le réserve uniquement aux citoyens dits "actifs", ceux qui payent l'équivalent d'au moins trois jours de travail en contribution directe.

En province, dans un premier temps, ce sont des gardes municipales, peu nombreuses donc, qui se constituent. Poussées par un besoin de se renforcer mutuellement, encouragées par Paris, et soutenues par un vaste mouvement d'enthousiasme populaire, on voit ces gardes se fédérer. La fédération, c'est une fraternisation. Les troupes se réunissent, se constituent en corps plus vastes, à l'échelle d'une région, et se promettent assistance mutuelle.

En novembre 1789, les gardes nationales du Dauphiné et du Vivarais se fédèrent à Valence ; en février 1790 les Bretons et les Angevins se fédèrent à Pontivy; en mai fédération à Lyon, en juin à Lille. Ce mouvement de fédération est la concrétisation de l'adhésion des différentes régions à l'ordre nouveau. L'anniversaire de la prise de la Bastille, le 14 juillet 1790, est l'occasion d'une grande fête de la fédération, à Paris, qui réunit 160 000 personnes au Champ de Mars.

LÀ FUITE DU ROI ET L'ARRESTATION A VARENNES : LA FIN DES ILLUSIONS

(20-21 juin 1791)

A partir de l'été 1790, Louis XVI commence un certain nombre de démarches discrètes auprès des monarques des grandes puissances. Il écrit au roi d'Espagne, son cousin. Il écrit à l'empereur de Russie, au roi de Suède. Il s'adresse même à la Prusse, malgré des raisons de s'en méfier. A tous, il demande "un congrès européen, appuyé d'une force armée".

La Russie n'est pas pressée d'intervenir, elle fait le calcul qu'il vaut mieux une France plus affaiblie, et compte que le temps joue dans ce sens. Catherine de Russie répond : "Les rois doivent suivre leur marche sans s'inquiéter des cris du peuple, comme la lune suit son cours sans être arrêtée par les aboiements des chiens".

L'Autriche répond qu'elle est prête, mais qu'elle n'interviendrait qu'une fois la guerre civile commencée, qu'il faut donc mettre le roi à l'abri, qu'il s'évade de Paris. Le roi ne parvient pas à se décider. En mai 1791, se tient à Mantoue un congrès avec les ambassadeurs d'Angleterre, de Prusse, l'empereur des belges Léopold, et le frère du roi. On discute des

affaires de la France. Le roi ne peut pas ne pas y être. Le départ est cette fois décidé. On l'habille en valet: il sera le valet de chambre Durand. Objectif : l'Autriche.

Des relais sont disposés d'avance sur la route, pour assurer la protection discrète du convoi, ouvrir la route, remplacer les chevaux. C'est Goguelat, un ingénieur topographe, officier d'Etat-major, qui s'occupe de cette tâche. Il dit au roi qu'à Varennes, il trouvera des chevaux et un détachement avant la ville. Mais Goguelat se trompe, et place le détachement après la ville. Première négligence. Un courrier, Valori est chargé de suivre le roi, et à l'approche des relais, d'aller de l'avant, vérifier que tout est en place. Valori se contente de rester près du roi, et de n'avertir les relais qu'au dernier moment. Deuxième négligence.

A Varennes, le convoi attend à l'entrée de la ville, pendant que le relais s'impatiente du retard, de l'autre côté de la ville, à la sortie. Il fait nuit, on frappe aux portes pour se renseigner, troisième négligence. A 23h 30, un homme à cheval devine. Il crie : "De par la nation, arrête, postillon ! Tu mènes le roi". En deux minutes, les lumières s'allument partout, le tambour bat. Le maire, le commandant de la garde nationale accourent.

Le roi et la reine sont amenés dans une boutique. La reine présente les passeports. Les gardes nationaux le lisent: "Le passeport est bon, disent-ils, puisqu'il est signé du roi". Moment d'hésitation ... Alors quelqu'un demande: "L'est-il de l'Assemblée nationale ?" -Réponse : il est signé effectivement d'un comité de membres de l'Assemblée". - Nouvelle question : L'est-il du Président ?". cette fois, plus de réponse. De partout, des petites lumières accourent. On entend le tocsin des autres villages.

A 3 heures, les gardes municipaux déclarent : "Le peuple s'opposant absolument à ce que le roi se remette en route, on a résolu de dépêcher un courrier à l'Assemblée nationale, pour savoir ses intentions". Quand le soleil se lève, 10 000 hommes remplissent Varennes. Certains, pris dans des sentiments contraires, pleurent, ou disent encore Vive le Roi.

L'Assemblée peut à ce moment décréter la déchéance du roi, et proclamer la République. Au lieu de cela, elle réagit de manière hostile à l'action populaire. On donne comme version officielle que le roi a été "enlevé". Et on vote "qu'à l'arrivée du roi, il lui serait donné une garde provisoire qui veillât à sa sûreté, et répondît de sa personne".

Le retour du roi dure 4 jours. Quatre jours pendant lesquels une masse compacte d'hommes et de femmes l'entoure, le suit, le contrôle. "Ce fut là le vrai procès de Louis XVI, dit Michelet. Il entendit, quatre jours de suite, de la bouche de tout le peuple, son accusation, sa condamnation. Le sentiment filial de ce peuple, si cruellement trompé, s'était tourné en fureur..." A Paris, le roi est mis aux Tuileries. L'idée qu'il faut une république à la France va maintenant surgir.

"L'Assemblée, dit Michelet, en deux ans et demi, avait vécu plusieurs siècles; elle était, si j'ose dire, rassasiée d'elle même, elle aspirait passionnément au repos". Et voici ce que dit Barnave en ce mois de juillet 179 1, en s'adressant à un royaliste: "Est-ce que vous ne voyez pas que, nous tous, députés de la gauche, sauf peut-être une douzaine d'ambitieux ou de fanatiques, nous désirons finir la Révolution ?... Nous sentons bien que nous n'y parviendrons qu'en donnant une forte base à l'autorité royale..."

L'EUROPE ARISTOCRATIQUE PREPARE LA GUERRE DE CLASSE

En juillet 1791, les puissances européennes s'agitent, princes et rois nouent des contacts. L'intention est très claire : il s'agit d'attaquer la France et de délivrer le roi. La Prusse, l'Autriche, la Russie, la Suède semblent décidés. Seul reste encore pacifique l'empereur Léopold, frère de la reine Marie-Antoinette, qui craint qu'elle ne soit exécutée dès l'entrée de ses troupes sur le territoire français, et qui est aussi empêtré dans une guerre avec la Turquie.

Toutes les familles royales d'Europe sont liées. Marie-Antoinette est la fille de l'Empereur Germanique ; sa mère, l'Impératrice, est reine de Hongrie et de Bohême. Elle a une soeur reine de Naples et de Sicile. Un oncle du roi est duc de Parme et une tante reine de Savoie ; ses cousines sont impératrice d'Allemagne et reine d'Espagne.

Tous ces gens sont aussi concurrents. Chaque puissance guette un affaiblissement du voisin. Et tout le monde guette le dépeçage de la France. L'Autriche et la Prusse ont bien du mal à s'entendre sur le partage de la Pologne sur laquelle ils lorgnent. Lorsque l'Autriche se rapprochera de la Russie, celle-ci, méfiante, craignant d'être trompée par ce nouvel allié, interrompra la guerre contre la France pour rapatrier ses troupes du Rhin, et s'assurer une part du butin polonais.

En attendant, les nobles de France qui ont émigré depuis le début de la Révolution ont regroupé une armée en Allemagne, ils ont leur quartier général à Coblenz. En France même, la noblesse, le clergé, Marie-Antoinette n'ont qu'un choix : compter sur une défaite militaire de la France révolutionnaire. Des partisans de la République s'organisent en Rhénanie (en Allemagne), en Belgique. Une guerre de classe, opposant la noblesse européenne et son obscurantisme, à la jeune bourgeoisie, est inévitable.

Des escarmouches commencent, menées par les royalistes ou par l'Eglise. En Vendée, les seigneurs se font nommer commandants de la Garde nationale. Le dimanche, après la messe, les paysans leur demandent : quand commençons-nous ? L'Assemblée ne se réunit presque plus. Selon Michelet, la plupart des députés, "abattus, corrompus par le découragement même, passaient les nuits et les jours dans les maisons de filles et de jeu".

Un seul endroit continue à travailler pour la révolution politique : les Jacobins. En juillet 1791, il y avait 400 sociétés, en septembre elles sont 1000. A l'intérieur des Jacobins, s'opère une radicalisation vers la gauche. Alors que jusqu'ici la plupart des sociétés s'affiliaient en même temps aux Jacobins et aux Feuillants -une tendance qui considère la révolution comme achevée-, toutes les nouvelles sociétés n'adhèrent plus qu'aux seuls Jacobins. La composition des Jacobins évolue. "C'est une société tout autre, plus ardente, plus jeune, où les hommes considérables, les penseurs, les raisonneurs sont moins nombreux à coup sûr... Les artistes, les journalistes, la plupart de second ordre, y dominent maintenant". (Michelet)

LA VENTE DES BIENS NATIONAUX (été 1791)

Début 1790 déjà, il avait été décidé de mettre en vente pour 400 millions de biens du clergé. Timidement donc, la révolution utilise l'arme de l'argent. Pour se constituer un trésor,

elle décide qu'un certain nombre de biens appartenant au clergé sont "bien national". En clair, elle prend une partie de la richesse accumulée par l'un de ses adversaires. La ville de Paris donne l'exemple en achetant pour 200 millions ; les autres villes suivent. En échange, on reçoit un nouveau papier monnaie : l'assignat.

Grâce à l'assignat, l'Etat connaît des rentrées financières, qui lui permettent de faire face à ses dépenses, d'espérer se désendetter. Acheter un assignat, en pleine révolution, est un geste militant, un signe de foi dans le succès de la révolution et du nouvel ordre des choses. Car si la contre-révolution l'emporte, l'assignat redevient un bout de papier qui ne vaut rien, et sûrement pas les terres promises par le nouveau régime.

Les municipalités qui ont acheté des assignats, les proposent à la vente aux particuliers. Seulement, si pour une municipalité ou un district, acheter ces biens sulfureux en échange des assignats, c'est obéir à l'Etat qui vous ordonne, pour le paysan qui se déciderait à acheter un tel morceau de terre, ou un bâtiment du clergé, c'est se mettre ouvertement et publiquement dans le camp de la révolution, c'est se désigner à la répression si celle-ci échoue. Jusqu'à la mi-1791, le mouvement est très lent. Seuls 180 millions sont vendus. Mais après la fuite du roi, au cours de l'été 1791, le mouvement s'accélère, la confiance gagne. Un milliard de biens nationaux sont vendus.

Les biens nationaux sont une aubaine pour les capitalistes. Jusqu'ici, ils devaient louer les terres et les bâtiments qu'ils utilisaient pour leur industrie aux nobles. La révolution est une occasion de les acheter à bon compte. Les bâtiments appartenant à l'Eglise conviennent d'ailleurs fort bien : de vastes pièces, toutes en hauteur, solidement bâtis, avec un espace à proximité, les anciens jardins. On évalue à 4 millions de livres la valeur des biens nationaux acquis par les seuls entrepreneurs cotonniers de 1790 à 1805.

Les banquiers parisiens, eux, se ruent sur les grosses fermes céréalières d'Ile-de-France, avec châteaux et les parcs. Au total, la bourgeoisie des villes prend la plus grosse part du gâteau. Il ne reste aux paysans que des miettes. Même lorsqu'ils tentent de se mettre à plusieurs pour assembler leur argent. Les Jacobins iront jusqu'à fractionner les lots mis en vente, pour être soutenus par les plus petits paysans. Mais ce sont les plus riches qui vont s'enrichir. Le paysan sans terre arrive parfois à devenir propriétaire de son petit lopin de terre ; c'est insuffisant pour qu'il ait une véritable indépendance économique.

TOUS POUR LA GUERRE, MAIS LES INTERETS DIVERGENT

Le 27 août 1791, les rois coalisés font une solennelle menace à la Révolution : c'est la déclaration de Pilnitz. "Eh bien , déclare Brissot à l'Assemblée, si les choses en viennent là, vous n'avez pas à balancer, il faut attaquer vous-mêmes". Un immense applaudissement part des tribunes, où le peuple assiste aux débats.

Tout le monde est maintenant partisan de la guerre. Mais tout le monde ne la regarde pas de la même manière. Les royalistes, la cour, les nobles qui recrutent partout des forces réactionnaires, sont pour la mener au plus tôt, car ils sont sûrs que la France la perdra. "Au lieu d'une guerre civile, ce sera une guerre étrangère, écrit Louis XVI à un de ses agents, et les choses en seront bien meilleures" (14 décembre 1791). Et Marie-Antoinette à son ami Fersen, à propos de ceux qui poussent à la guerre : "Les imbéciles ! ils ne voient pas que c'est nous servir."

Le paysan qui vient d'acheter de nouvelles terres avec son assignat veut défendre la patrie, ne pas attendre qu'elle soit envahie. Il ne rentre pas dans les considérations tactiques : il veut gagner la guerre et c'est son intérêt. Il lui est évident qu'elle est inévitable, et que tant que cette menace planera, il ne pourra vivre et travailler tranquille.

Le bourgeois des villes veut bien mener la guerre, mais pour des raisons différentes. Celui qui vient d'acheter une grosse quantité de biens nationaux, ne l'a fait qu'à crédit, et il craint que la guerre ne renchérisse les taux du crédit. D'autres savent que la guerre est un bon moment pour vendre à l'Etat du matériel pour les soldats, et pour les armements. Si pour le paysan, la guerre doit s'en prendre à la royauté elle-même, il n'en est pas exactement de même pour le bourgeois, qui a besoin d'ordre et d'autorité pour commercer.

Seul, Robespierre sent que les choses sont mal engagées. D'abord favorable à la guerre lui aussi, il se persuade qu'un immense complot se trame. "Il est bien vraisemblable qu'il y a un accord profond, dit-il, un complot bien arrêté, entre la Cour d'une part, et de l'autre, les Feuillants, Staël, Narbonne et La Fayette. Ils veulent compromettre les armées de la France, les amener mal organisées devant les 100 000 vieux soldats allemands (vieux signifie ici expérimentés) qui bordent nos frontières, simuler quelque opération, se faire battre, ou bien encore, par quelque petit avantage arrangé et convenu, se porter pour nos sauveurs, et revenir nous imposer leur constitution anglaise, pairie, aristocratie, etc."

EMEUTES ET TAXATIONS POPULAIRES CONTRE LA CHERTE

A partir de l'automne 1791, on assiste à une effervescence populaire. C'est la cherté de la vie qui en est la cause. Cette cherté, elle s'explique par le fait qu'il y a une forte inflation. L'Etat, pour subvenir à ses dépenses, ne peut que multiplier l'impression des assignats. Et l'inflation fait monter les prix. Certains bourgeois y gagnent: il n'y a que la population pour s'y opposer vraiment.

Les magasins et entrepôts de quelques grossistes et marchands sont envahis par les émeutiers. Ils réclament que les produits soient vendus à des cours plus normaux. Ils organisent eux-mêmes cette vente, et cette pratique prend le nom de "taxation".

En février 1792, une vague d'émeutes gagne le faubourg Saint-Antoine. Dans le faubourg Saint-Michel, la situation est explosive : on dit que deux teinturiers de la section des Gobelins, Auger et Monnery, constituent des stocks de sucre, il est question de 55 000 kilos. Une première fois, en janvier, un rassemblement avait été dispersé, mais le 14 février, quand la population apprend qu'ils cherchent à disperser leurs stocks pour les mettre à l'abri, la foule se rend sur place et s'empare des chargements de sucre qui sortent de l'entrepôt, et sous escorte armée, le vendent au prix fixé par elle de 25 sous la livre. (*La foule dans la Révolution Française*, George Rude)

Les personnes qui se font arrêter parce qu'elles ont procédé à une taxation font l'objet d'une grande sympathie : on signe des pétitions contre l'arrestation de ces "patriotes" et on les porte à l'Assemblée.

Dans les plaines de la Beauce, des troupes armées de "taxateurs", issues des villages dépourvus, se rendent en expéditions parfois à plusieurs milliers, encadrés par la bourgeoisie

locale, sur les marchés de la plaine pour y taxer les grains et le pain. Dans la moitié sud de la France on s'en prend aux châteaux qui flambent en série.

C'est à ce moment que l'Assemblée se décide à voter pour la guerre. Robespierre n'a pas changé d'avis : "Commencez par ramener vos regards sur votre position intérieure, dit-il ; remettez l'ordre chez vous avant de porter la liberté ailleurs". Ils sont 12 à voter contre.

LA DECLARATION DE GUERRE

(20 avril 1792)

La guerre est votée le 20 avril 1792, dans un climat d'euphorie. Dubayet déclare: "Dès que vous aurez décrété la guerre, tous seront obligés de se décider, les partis rentreront dans le néant. Les feux de la discorde s'éteindront aux feux du canon et devant les baïonnettes". Merlin de Thionville, s'exclame: "Oui, votons, votons la guerre aux rois, et la paix aux nations". La guerre est votée à l'Autriche. Dumouriez est chargé de la mener.

L'idée est de conquérir les Pays-Bas en pleine effervescence, pour les délivrer de l'Autriche et y aider la révolution. La Fayette doit viser la Belgique, où l'on s'attend aussi à ce que la révolution accueille les libérateurs de Bruxelles à bras ouverts. Une opération de diversion est prévue en direction du Luxembourg. C'est La Fayette et Dumouriez qui sont chargés d'étendre la révolution, les mêmes qui sont partisans en France de l'arrêter.

Dès les premières opérations, la guerre s'engage très mal. Une colonne apparemment en position de force partie de Lille pour prendre Tournai reçoit un ordre de repli sans raison. Le général Dillon est massacré par ses troupes. Les autres généraux s'emparent de ce fait pour suspendre partout l'offensive, et prétextent l'indiscipline des troupes.

Robespierre répète, inlassable : "Non ! Je ne me fie point aux généraux et, faisant quelques exceptions honorables, je dis que presque tous regrettent l'ancien ordre de choses, les faveurs dont dispose la Cour, je ne me repose que sur le peuple, sur le peuple seul". Robespierre demande des comptes aux Girondins, partisans de la guerre : que font-ils des millions affectés aux généraux ? Pourquoi ont-ils dispensé ceux-ci de rendre compte de leurs dépenses ?

Robespierre prend la décision de suspendre les nouvelles affiliations de sociétés qui viennent de province, car il se rend compte qu'elles se font avec des gens en réalité partisans de la politique de guerre et des Girondins. Il propose que ces nouveaux venus restent un certain temps en quarantaine, de manière que la situation découvre ceux qui sont en fait des modérés, des Feuillants. Robespierre fait passer la qualité politique de ses sociétés avant la quantité. Les Jacobins sont de plus en plus différents des autres sociétés.

LA GUERRE POUSSE EN AVANT LES SANS-CULOTTES

La guerre est une excellente affaire pour bon nombre de capitalistes. Elle dévore 60 à 70% du budget de l'Etat : une somme colossale. Un fils de papetier du Poitou saura utiliser cette situation pour arriver aux sommets du capitalisme de l'époque. Début 1789, il avait acheté tous les stocks de papier qu'il trouvait, puis revendus très vite, avec un beau bénéfice : 300 000 livres. Durant les premières années de la Révolution, il utilise ce premier capital pour

se lancer dans les affaires avec les colonies : le commerce du sucre, du coton, du café et de l'indigo le rendent millionnaire.

Dès que la République a été proclamée, pour éviter le risque d'être suspecté de trahison, il se proclame républicain. Il s'installe alors à Paris, et s'oriente vers le marché des fournitures de guerre. Très lié à l'amiral Bruix, il obtient l'exclusivité sur la livraison des fournitures maritimes, soit un marché de 60 millions. Son affaire gonfle vite et devient un vrai petit ministère. Il envoie bientôt ses frères ouvrir des succursales, des filiales, en Amérique. A la fin de la révolution, il sera le plus gros contribuable de France.

Sur le plan militaire, les choses se présentent mal. L'ancien appareil d'Etat fait du sabotage systématique, et joue la défaite. "Non seulement on n'envoyait aux armées ni armes, ni approvisionnements, mais les lois mêmes de l'Assemblée, dit Michelet, on ne les expédiait point aux départements, on n'en instruisait point la France. Le centre n'agissait plus, ne voulait plus agir." Dans l'Ardèche, un lieutenant général des princes se proclame gouverneur pendant la captivité du roi.

Dans Paris, le petit peuple commence à s'agiter, s'inquiète, se remobilise. Les sections se réunissent plus nombreuses. Tout Paris est marqué par leur présence, elles donnent le ton. Un an plus tôt, un député monarchiste, l'abbé Maury, les avait insultées à l'Assemblée, en demandant "que l'on fit taire ces sans-culottes". L'expression est maintenant retournée. Les sans-culottes, c'est-à-dire qui ne portent pas comme les nobles et les riches la culotte bouffante nouée aux genoux et les bas de soie, mais un simple pantalon. Les sans-culottes revendiquent fièrement ce terme. Dans les manifestations, on arbore des pantalons, brandis comme des drapeaux. La tenue du sans-culotte, c'est aussi la carmagnole, qui est une veste de travail, et le bonnet rouge. Depuis le temps qu'ils réclament des armes et n'en ont pas, les sansculottes se sont dotés de piques, fabriquées à partir des grilles des parcs ou des propriétés.

Les sans-culottes exigent d'être présents dans les assemblées locales où l'on délibère. Déclarés jusqu'ici citoyens "passifs", ils deviennent si... actifs qu'on est bien obligé de les admettre.

Une première escarmouche a lieu le 20 juin 1792, jour anniversaire du Serment du jeu de Paume. La section des Gobelins (faubourg St Antoine et St Marcel) demande à ce que soit organisée une parade armée. L'idée est de lancer un dernier avertissement au roi. C'est Antoine Santerre qui prend l'initiative. Santerre est un bourgeois, un patron brasseur, élu à l'époque aux Etats généraux. Dans son établissement, il surveille ses ouvriers et s'en méfie comme tout patron. Mais il était avec eux le jour de la prise de la Bastille.

Le 20 juin, hommes et femmes partent de la rue Mouffetard, descendent le Boulevard de l'Hôpital, et se dirigent sur l'Assemblée. Après les gardes nationaux, ils défilent devant le roi. Le boucher Legendre s'adresse au roi : "Monsieur ! -ce mot est déjà une déchéance. - Oui, monsieur, écoutez-nous, vous êtes fait pour nous écouter... Vous êtes un perfide; vous nous avez toujours trompés ; vous nous trompez encore... Mais prenez garde à vous ; la mesure est à son comble ; le peuple est las de se voir votre jouet". Le roi répond : "je suis votre roi, Je ferai ce que m'ordonnent de faire les lois et la Constitution". La manifestation est interminable, jusqu'à 10 heures du soir. Les cris ne cessent pas : "A bas le veto !", "rappel des ministres patriotes !", "Gros Louis", "Tremblez tyrans, voici les sans-culottes". On oblige le roi et le dauphin à porter le bonnet rouge.

LES SANS-CULOTTES IMPOSENT LA PATRIE EN DANGER

(11 juillet 1792)

Les nouvelles du front deviennent alarmantes. Le 11 juillet, les sections exigent de l'Assemblée qu'elle décrète "la Patrie en danger". Tous les gardes nationaux doivent se considérer en activité. L'Assemblée fixe le nombre d'hommes à fournir par département. Le département fait la répartition. Et sous trois jours, ceux qui sont choisis doivent aller au chef-lieu de district, où on leur donne la solde, la poudre et les balles. Plus besoin d'uniforme, on peut aller au combat en habits de travail.

Partout, on voit des queues se former pour s'enrôler. Les hommes laissent tout. On accepte des enfants de seize ans. Le 26 juillet, les rois d'Europe répondent par cette menace de mort, le manifeste de Brunswick : "Leurs majestés rendant responsables de tous les événements sur leur tête, pour être jugés militairement, sans espoir de pardon, tous les membres de l'Assemblée, du département, du district, de la Municipalité, les juges de paix, les gardes nationaux et tous autres... S'il était fait la moindre violence au roi, on en tirerait une vengeance à jamais mémorable, en livrant Paris à une exécution militaire et une subversion totale..."

LA COMMUNE INSURRECTIONNELLE, POUR EN FINIR AVEC LE ROI

(9 août 1792)

Dans la nuit du 25 au 26 juillet 1792, Santerre réunit avec lui quelques hommes au Soleil d'Or, un petit cabaret près des ruines de la Bastille ; il y a Alexandre, un autre dirigeant des faubourgs, le jacobin Antoine, les journalistes Carra et Gorsas. Il s'agit ni plus ni moins de préparer une insurrection. Ils comptent sur les gardes nationaux fédérés qui viennent de monter à Paris. Ce sont les premiers volontaires enrôlés. Ils sont 800 Marseillais et Bretons. Il s'agit de s'emparer à la fois de l'Hôtel de ville, et des Tuileries où se trouve le roi, pour le mettre à Vincennes.

A plusieurs reprises, en juillet et début août 1792, des sections tentent de lancer des appels aux armes. La section des Quinze Vingt, où se trouve Santerre, lance un ultimatum à l'Assemblée : si celle-ci n'a rien fait avant le 9 août, les sections régleront le problème du roi elles-mêmes : "A minuit, le tocsin sonnera et la générale battra et tout se lèvera à la fois, à l'instant". C'est une annonce d'insurrection. Et elle n'est pas gardée secrète, bien au contraire. Dans les jours qui suivent, 43 des 47 sections votent la déchéance du roi.

L'Assemblée, faisant mine d'être impassible, se réunit le 9, comme d'habitude, mais s'arrange pour finir ses délibérations plus tôt, à six heures. Toutes les sections de Paris passent aussitôt à l'action. Elles révoquent l'ancienne direction de leurs bataillons de garde nationale. Elles décident de nouveaux commandants désignés par les sections, et qui ne doivent plus prendre leurs ordres qu'auprès de celles-ci.

La section des Quinze Vingt décide qu'on nomme trois commissaires par section pour se réunir en Commune. Les sections ne devront plus alors recevoir d'ordre que de cette nouvelle commune insurrectionnelle. Les autres sections adoptent dans la soirée même du 9 août cette organisation. "Ces commissaires, dit Michelet, furent pour la plupart des hommes obscurs, inconnus, ou du moins forts secondaires". Mais c'est un nouveau pouvoir qui est

constitué dans Paris. Parmi eux, Chaumette, étudiant en médecine et journaliste, Hébert, vendeur de contremarques à la porte des spectacles.

La section des Quinze Vingt, qui dirige le mouvement, fait retarder la sonnerie du tocsin qui avait commencé à sonner, pour laisser le temps à toutes les sections de décider. A deux heures du matin, on peut faire sonner le tocsin. Les commissaires se rendent à l'Hôtel de Ville, entourés d'une garde et siègent dans une salle voisine de celle où se réunit au même moment la Commune légale.

LA PRISE DES TUILERIES

(10 août 1792)

Dans le même temps, les bataillons des différentes sections se regroupent pour marcher sur les Tuileries où se trouve le roi. Aux Tuileries, 200 nobles attendent nerveusement dans les appartements du roi. Il y a 2 600 hommes pour défendre les Tuileries.

Le commandant en titre de la garde nationale, surpris alors qu'il tente de recruter des troupes pour le roi, et de repérer la situation dans Paris, est arrêté. Santerre est nommé par les sections pour le remplacer. La Commune insurrectionnelle décide alors de suspendre la commune légale.

A six heures du matin, les Tuileries sont complètement encerclées. Lorsque les insurgés entrent dans la première cour carrée, une fusillade terrible, à l'abri des fenêtres, fait un massacre. "Le château se crut vainqueur, s'imagina avoir écrasé l'armée de l'insurrection ; mais c'était seulement l'avant garde" (Michelet). De nouvelles masses innombrables arrivent, longeant les quais. "Les fédérés et Saint Antoine avancèrent au pas de charge, et remplirent deux des trois cours : la cour royale ou du centre, et celle des princes, voisine du pavillon de Flore et du quai. Les sections, venues par Le Louvre, avaient rempli le Carroussel, bien moins grand à cette époque; elles poussaient les premiers venus, et tant qu'elles pouvaient, fonçaient dans les cours. L'immense et sombre façade, par ses cent fenêtres, scintillait d'éclairs. Outre tous les feux de face, les gentilshommes à l'affût aux fenêtres du pavillon de Flore et de la grande galerie du Louvre tiraient sur le flanc..."

Enfin, le roi se résoud à déposer les armes. Il y a près de 600 morts. Le château est pris d'assaut et saccagé. Tout pillage est interdit, quelques voleurs pris sur le fait sont exécutés sur le champ. Louis XVI est mis en prison, dans une vraie prison, héritée du Moyen Age, au Temple.

Devant l'Assemblée, le président de la Commune insurrectionnelle entre à l'Assemblée et remet le pouvoir aux députés, mais sous surveillance et sous conditions : "Le peuple qui nous envoie vers vous, nous a chargés de vous déclarer qu'il vous investissait de nouveau de sa confiance, mais il nous a chargés en même temps de vous déclarer qu'il ne pouvait reconnaître, pour juge des mesures extraordinaires auxquelles la nécessité et la résistance à l'oppression l'ont porté, que le peuple français, votre souverain et le nôtre, réuni dans ses assemblées primaires".

Les Girondins doivent se résoudre à se débarrasser du roi. Mais ils y mettent encore les formes. Le roi est seulement suspendu, en attendant qu'une nouvelle , Assemblée, qui prendra le nom de Convention, ne décide de son sort. La pression populaire est telle que le

suffrage sera cette fois "universel", ouvert à tous les hommes : il n'y aura plus de distinction entre citoyens "actifs" et "passifs". La seule garantie que conserve l'Assemblée, c'est d'instaurer un suffrage indirect, à deux niveaux. La Commune insurrectionnelle supprime les journaux royalistes, et distribue les presses à des journaux patriotes.

LES MASSACRES D'ARISTOCRATES

(2 au 6 septembre 1792)

Le 19 août, les troupes prussiennes franchissent la frontière. Elles assiègent Longwy, puis Verdun, la dernière place forte avant Paris. On apprend que la contre-révolution a pris les armes dans les Deux-Sèvres, dans le Morbihan, à Grenoble. Paris est en ébullition. La Commune insurrectionnelle fait sonner le tocsin, appelle aux armes, constitue de nouveaux bataillons de marche pour le front.

Le 28 août, Danton réclame à l'Assemblée de décider des "visites domiciliaires". "Quand la patrie est en danger, dit-il, tout appartient à la patrie". Il ajoute quand même "en autorisant les municipalités à prendre ce qui est nécessaire, nous nous engageons à indemniser les possesseurs". Le lendemain, à quatre heures de l'après midi, on avertit que tout le monde doit rentrer chez soi. Chaque rue est cernée par une patrouille de 60 hommes. Les commissaires des sections frappent à chaque porte : "Au nom de la loi ! ". On saisit deux mille fusils, on arrête 3 000 personnes, la plupart relâchées.

L'encerclement se resserre sur Paris. Il y a dans les prisons quelques 2 800 prisonniers, nobles ou royalistes. Les habitants du voisinage les entendent les insulter, les menacer. Ne manquant pas d'argent, ils passent le temps en repas joyeux, boivent au roi, aux Prussiens, à la délivrance.

Le 2 septembre 1792, la section Poissonnière prend cet arrêté : "la section, considérant les dangers imminents de la patrie et les manoeuvres infernales des prêtres, arrête que tous les prêtres et personnes suspectes, enfermés dans les prisons de Paris, Orléans et autres, seront mis à mort". Deux sections votent ce texte. Le massacre va durer 4 jours : du 2 au 6 septembre, quelques 960 prisonniers sont tués. C'est une vengeance populaire, un bain de sang exécuté par environ 300 personnes, limonadiers, horlogers, savetiers, boulangers ou tailleurs. Mais la peur change de camp. Pour la première fois, les royalistes se mettent à trembler.

L'Assemblée est horrifiée. Incapable de se décider à s'en prendre au roi, elle consacre ses dernières mesures à l'Eglise détestée. On lui retire la naissance, le mariage et la mort des gens : l'Etat-civil devient une affaire laïque, le divorce est autorisé. On lui prend les cloches pour fondre des canons. Et on prend le plomb des cercueils, pour fondre les balles.

Que deviennent les hommes politiques qui ont été les ténors de cette assemblée ? Ils disparaissent du monde politique. "Beaucoup, ennuyés, dégoûtés, très peu curieux de vivre, prenaient le plaisir pour suicide, dit Michelet. On avait pu l'observer dès le commencement de la révolution. A mesure qu'un parti politique faiblissait, devenait malade, tournait à la mort, les hommes qui l'avaient composé ne songeaient plus qu'à jouir: on l'avait vu, pour Mirabeau, Chapelier, Talleyrand, Clermont-Tonnerre, pour le Club de 89... Ce Palais-Royal, si vivant, tout éblouissant de lumière, de luxe et d'or, de belles femmes qui allaient à vous, vous priaient d'être heureux, de vivre, qu'était-ce en réalité, sinon la maison de la mort ?" "C'est une autre

mort, et pire, celle des croyances et des principes, l'énerveration des opinions, un art fatal pour amollir, détremper les caractères."

LA PREMIERE CONVENTION : UNE MAJORITE GIRONDINE

(septembre 1792)

Les élections à la Convention, la nouvelle assemblée, y portent des bourgeois, et plutôt même des petits-bourgeois, médecins, avocats, professeurs, marchands. Très peu d'aristocrates, un seul ouvrier, de Reims, cardeur de laine. Sur Paris même, la majorité des élus sont partisans de la Commune insurrectionnelle. Mais au niveau national, la majorité est aux Girondins.

Les Girondins, se retrouvent entre eux dans l'appartement de Madame Roland, sur la Cité, près du Pont Neuf. Femme d'inspecteur des Manufactures, elle a pris une place éminente parmi les Girondins, car son caractère ferme les pousse à agir, là où ils sont hésitants. "Il nous faudra, disait-elle en mai 1791 avant la fuite du roi, une nouvelle insurrection, ou nous sommes perdus pour le bonheur et la liberté". Mais à la différence des Jacobins, elle ajoute: "mais je doute qu'il y ait assez de vigueur dans le peuple..."

Qui sont les Girondins ? Malgré ce titre, ils ne sont que trois venant de Bordeaux, trois avocats : Guadet, Ducos et Fonfrède. Ce sont la plupart des bourgeois qui font leurs affaires en province, Bordeaux, Marseille, notamment, ou des avocats liés à leur cause. Ils sont jaloux de Paris, de l'importance politique que la capitale a acquise. La source déclare qu'il faut réduire "Paris à l'état d'un département, à n'avoir que son quatre-vingt troisième d'influence".

A l'ordre du jour de la Convention : le procès du roi. Cette fois, il ne va plus être possible aux hésitants de continuer à jouer sur les ambiguïtés. La fracture va s'ouvrir entre les dirigeants révolutionnaires prêts à s'appuyer jusqu'au bout sur la volonté populaire pour assurer le succès de la révolution, et ceux qui n'ont accepté de cautionner l'action des masses qu'à contrecoeur, sous la peur et la contrainte.

Les Girondins basculent purement et simplement dans le camp royaliste. C'est la preuve que, sans l'intervention des masses, des sans-culottes, y compris avec ses excès comme la Terreur, rien n'aurait pu se produire de définitif dans la Grande révolution depuis trois ans qu'elle dure. Engels dira : "A partir de la Bastille, la plèbe dut faire tout le travail pour les bourgeois. Sans son intervention en juillet et en octobre 1789, le 10 août 1792, le 4 septembre 1793, etc., l'ancien régime aurait vaincu la bourgeoisie".

A l'inverse des Girondins, les Jacobins se rapprochent du mouvement populaire. Le Club des Jacobins décide, en octobre 1792, de rendre ses réunions publiques. "Une troisième génération entra dans la société, dit Michelet. Il y a eu le jacobinisme primitif, parlementaire et nobiliaire, de Duport, Barnave et Lameth, celui qui tua Mirabeau. Il y a eu le jacobinisme mixte, des journalistes républicains, orléanistes, Brissot, Laclos, etc. où Robespierre a prévalu. Enfin, cette seconde légion ayant comme fondu en 92, passé dans les places, l'administration, les missions diverses, commence le jacobinisme de 93, celui de Couthon, Saint-Just, Dumas, etc., lequel doit user Robespierre, s'user avec lui". Robespierre constate que le peuple est moins présent dans les sections. Il demande et il obtiendra qu'une indemnité soit payée pour ceux qui y assisteront.

Dans la Convention, les Jacobins prennent maintenant le nom de Montagnards parce qu'ils se retrouvent à siéger au sommet de l'assemblée. Pour en finir avec le roi, ils exigent que chaque député se prononce personnellement, chacun son tour et en explicitant sa décision, la séance se déroulant publiquement. Ainsi chaque député qui aura voté la mort sera personnellement intéressé au sort de la République, et à la défaite des armées étrangères. "Il n'y a point ici de procès à faire, explique très justement Robespierre. Louis n'est pas un accusé. Vous n'êtes point des juges. Vous n'êtes, vous ne pouvez être que des hommes d'Etat et les représentants de la nation. Vous n'avez pas une sentence à rendre pour ou contre cet homme, mais une mesure de salut public à rendre". Le jour du vote, Jean Bon Saint André demande aussi que les absents soient notifiés, et que leurs noms soient envoyés aux départements. C'est une sanction contre Danton : il est absent au cours du vote. A l'unanimité, moins 37 voix qui se récuseront plus tard, Louis XVI est condamné à mort. Il est guillotiné le 21 janvier 1793.

VALMY: UNE VICTOIRE DE LA GUERRE REVOLUTIONNAIRE

(21 septembre 1792)

La guerre dure depuis 5 mois. Danton, après ses tentatives de conciliation avec les Girondins, déclare : "Jusqu'ici, nous n'avons fait que la guerre simulée de La Fayette, il faut faire une guerre plus terrible. Il est temps de dire au peuple qu'il doit se précipiter en masse sur ses ennemis". Le 21 septembre 1792, pour la première fois enfin, arrive le signe que la mobilisation révolutionnaire, la tension extrême des forces, commencent à porter leurs fruits. C'est la bataille de Valmy.

Les chefs de la vieille armée prussienne s'attendaient à une débandade généralisée dès qu'ils auraient déployé leur lignes impeccables de soldats dressés comme des marionnettes. Ils avaient qualifié l'armée française d'"armée de savetiers". Ils écrivent dans leur courrier: "Nous commençons à être las de cette guerre... Nous avons à combattre des troupes de ligne dont aucune ne déserte, les troupes nationales qui restent, tous les paysans qui sont armés ou tirent contre nous ou nous assassinent quand ils trouvent un homme seul ou endormi dans une maison". "A mesure que nous nous sommes avancés en France, nous avons trouvé les paysans de plus en plus épris de la nouvelle Constitution et par la suite de plus en plus hostiles à nous autres ! "

L'armée française est une armée nouvelle. Plus de la moitié des effectifs sont là seulement depuis 1789. Ils bénéficient de mesures humaines, qui interdisent tout châtement corporel, ils peuvent élire leurs officiers. "Chaque corps se formait selon les villes ou villages, les quartiers, les amitiés, se bâtissait à sa guise. Ce n'était pas une année, écrit Michelet, c'était la France arrivant au champ de bataille..." Tous les grades sont ouverts à la jeunesse bourgeoise, et bon nombre d'officiers royalistes ont fini par émigrer.

L'armée aussi est en ébullition politique. La Marseillaise est rédigée à deux pas de l'ennemi, à Strasbourg. On chante aussi le "Ca ira ! ". Le mot même de "patriote", loin d'avoir la connotation chauvine de nos bourgeois repus d'aujourd'hui, signifie alors "ennemis des rois et des princes". Les slogans de la guerre sont internationalistes et non chauvins : "Guerre aux trônes, paix aux chaumières". L'armée révolutionnaire s'adresse aux soldats et aux peuples contre qui elle se bat en les appelant "amis et frères".

A Strasbourg, raconte encore Michelet, 3 000 prisonniers sont traités comme des frères. Ils réclament du papier, de l'encre, "et écrivirent en Allemagne que le Rhin n'existait plus, qu'il n'y avait ni France, ni Allemagne, mais que tous étaient frères, et qu'il ne fallait plus qu'une seule nation au monde". A cette époque, note-t-il, "on n'enivrait pas le soldat pour le mener à l'ennemi".

A Valmy donc, le 21 septembre 1792, au bout d'un duel d'artillerie de près de 11 heures, le duc de Brunswick et le roi de Prusse décident la retraite. Ils ne sont pas défaits militairement, ce qui laissera plus tard aux détracteurs de la Révolution le moyen de dire qu'il n'y eu ni bataille, ni victoire militaire. Mais il y a mieux, il y a une victoire révolutionnaire.

Cependant la situation générale reste très grave. L'exécution de Louis XVI décide deux nouvelles puissances, et pas n'importe lesquelles, la Russie et la Grande-Bretagne, à s'ajouter à la coalition déjà en guerre. La Convention décide une nouvelle levée : 300 000 hommes supplémentaires. Un nouveau mouvement armé éclate contre la révolution dans l'ouest, c'est le début de l'insurrection blanche en Vendée . Pire, le 3 avril, Dumouriez, le commandant en chef des armées françaises, proche des Girondins, est convaincu de trahison et arrêté.

LES COMITES REVOLUTIONNAIRES S'IMPOSENT A LA CONVENTION

(mars 1793)

Chaque jour, pendant cette terrible année 1793 qui commence, les sections tiennent une Assemblée Générale à 5 heures. Elles poussent la Convention, l'obligent à légaliser les comités révolutionnaires. Ces comités sont nés spontanément le 10 août 92 dans certaines sections parisiennes. Ils se multiplient en mars 1793. Ils dressent des listes de suspects, les arrêtent.

Du peuple, sortent des hommes nouveaux. Un ouvrier tapissier vient à la Convention : "La Révolution n'a encore pesé que sur la classe indigente ; il est temps que le riche, que l'égoïste, soit lui aussi républicain". Ces hommes, les Girondins les méprisent. Ils les appellent les Enragés. Il y a Leclerc, Varlet, et le plus connu, Jacques Roux, ancien curé qui vit avec les petits artisans du quartier des Gravilliers. Mais ils sont obligés le 21 mars de les légaliser. Il y aura jusqu'à 21000 comités révolutionnaires, et 540 000 sans-culottes dans les comités.

Selon Daniel Guérin qui donne ces chiffres, "Jacques Roux, Leclerc et Varlet représentaient non les prolétaires modernes, issus de la grande industrie encore embryonnaire à cette époque, mais une masse hétérogène où dominaient les petits-bourgeois et les artisans attachés à la propriété privée... Ils ne s'attaquèrent qu'à la propriété des agioteurs et des accapareurs, non à la propriété en soi".

Robespierre, et quelques autres, comprennent qu'il est impossible de gouverner avec des méthodes habituelles, qu'il faut accepter ces moyens révolutionnaires. "Les troubles, écrit-il en mars 1793, ne peuvent devenir redoutables que lorsque les ennemis de la liberté peuvent faire retentir les mots de disette et de misère aux oreilles d'un peuple affamé ou désespéré. Il faut leur arracher cette arme dangereuse.(...) Faisons des lois bienfaites, qui tendent à rapprocher le prix des denrées de celui de l'industrie du pauvre. (...) Extirpons surtout l'agiotage. Tarissons les grande sources de l'accaparement, arrêtons le brigandage des

sangsues publiques, et remettons l'ordre dans nos finances en rétablissant le crédit de nos assignats". (lettre à mes commettants n°9). Jean-Bon Saint André le dit aussi clairement: "Il faut très impérieusement faire vivre le pauvre, si vous voulez qu'il vous aide à achever la Révolution".

LE COMITE INSURRECTIONNEL RENVERSE LE POUVOIR DES GIRONDINS (mai 1793)

Le 31 mai 1793, les sections forment un Comité insurrectionnel. Elles veulent en finir avec ces Girondins qui ne secrètent que des Dumouriez. Le Comité désigne Hanriot comme chef pour la Garde Nationale, font sonner le tocsin et occupent l'Hôtel de ville; Ils demandent de mettre le pain à trois sous la livre, et le départ des Girondins. Mais cette insurrection n'est pas dénuée de calculs. Une complicité existe entre Robespierre et les sections, pour se débarrasser des Girondins.

Daniel Guérin explique : "Tôt le matin, selon le scénario prévu, le Comité insurrectionnel cassa donc la municipalité puis la rétablit dans ses fonctions, se contentant de décerner à ses divers organes l'épithète de révolutionnaire". "Le lendemain, Barère pouvait écrire, avec un soulagement non dissimulé : "Cette journée (...) a présenté l'étonnant spectacle d'une insurrection dans laquelle la vie et les propriétés ont été aussi sûrement protégées que dans le meilleur ordre social". (*La lutte de classes sous la Première République*).

Hanriot encercle l'Assemblée. L'Assemblée capitule. La nouvelle Convention est à majorité Montagnarde, ne restent que quelques Girondins, qui se font tout petits. Mais à Lyon, Girondins et royalistes s'emparent ensemble de la municipalité Montagnarde, tuant 800 partisans de la république. Fabricants et riches, Girondins et anciens aristocrates s'organisent et frappent ensemble le chef des ouvriers, Joseph Chalier. A Marseille aussi, Girondins et aristocrates font alliance. Dans son carnet, à la date du 2 juin, Robespierre écrit : "Les dangers intérieurs viennent des bourgeois ; pour vaincre les bourgeois, il faut rallier le peuple".

LE GOUVERNEMENT DE SALUT PUBLIC : LA MONTAGNE AU POUVOIR (juin 1793)

Les Montagnards héritent d'une situation désespérée. Comme dit Barère, la République n'est plus qu'une ville assiégée. Valenciennes est gagnée par l'Autriche, Mayence reprise par la Prusse, Dunkerque par les Anglais. Au sud, les Piémontais, les Espagnols, franchissent la frontière. A l'Ouest, les "chouans" de Vendée sont aux portes de Nantes. En plein Paris, Marat est assassiné par une royaliste.

Après quatre années interminables d'efforts révolutionnaires renouvelés et encore renouvelés, la situation est au plus noir. Pour sauver la Révolution, il faut tirer des masses le maximum des énergies, il faut trouver le maximum des ressources du pays. Le temps n'est plus aux lois. Il est à l'action, et uniquement à l'action révolutionnaire.

La Convention Montagnarde se montre à la hauteur de la tâche. Elle concentre entre ses mains tous les pouvoirs. C'est un Comité de Salut Public, constitué de 9 députés, qui gouverne. Il est flanqué d'un Comité de Sûreté Générale chargé de la police, et d'un Tribunal révolutionnaire sous leurs ordres. Par dizaines, les députés Montagnards se transforment en

"représentants en mission", retournent dans les provinces, dans l'armée, pour faire exécuter les décisions.

Pour faire face à la guerre, sur tous les fronts à la fois, le Comité de Salut Public décrète la levée en masse le 23 août 1793 : "Dès ce moment jusqu'à celui où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en état de réquisition permanente pour le service des armées. Les jeunes gens iront au combat ; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances ; les femmes feront des tentes, des habits et serviront dans les hôpitaux ; les enfants mettront le vieux linge en charpie, les vieillards se feront porter sur les places publiques pour exciter le courage des guerriers, prêcher la haine des rois et l'unité de la République." (Barère). 300 à 400 000 hommes sont enrôlés. De nombreux hommes marchent nu-pieds. Mais l'armée atteint le chiffre exceptionnel pour l'époque de près d'un million d'hommes.

LATERREUR REVOLUTIONNAIRE

(4 septembre 1793)

Cette armée, il faut la nourrir, l'équiper. Comme il faut nourrir la population. Or, la guerre entraîne une débauche de papier-monnaie de la part de l'Etat, donc d'inflation. Tout est trop cher. Le 4 septembre 1793, les ouvriers du bâtiment, des manufactures d'armes, des ateliers de typographie, quittent le travail et se rassemblent place de l'Hôtel de Ville. On crie "Du pain! Du pain!" Cette fois ce sont exclusivement les prolétaires qui sont là.

Sous leur pression, sont désormais déclarés suspects outre les nobles, les familles de ceux qui ont émigré, les girondins fédéralistes, tous ceux qui n'ont pas un certificat de civisme décerné par les comités révolutionnaires locaux. La reine Marie-Antoinette est guillotinée. 21 députés girondins sont condamnés à mort. C'est la Terreur révolutionnaire.

Un prix maximum est décidé pour toutes les denrées de première nécessité. La réaction immédiate du paysan, du marchand, est de retirer ses produits du marché. C'est que le paysan à qui on taxe le grain répond : "Vous avez taxé le grain, c'est fort bien, mais taxez aussi les chevaux et les boeufs que j'achète pour labourer, taxez les moissonneurs, les habits, les sabots". Con-une dit Ducos, "Il faut (...) tout taxer si vous voulez taxer le prix du grain". Le 2 novembre, on décide de taxer le prix de toutes les marchandises.

Pendant deux mois au moins, la Terreur devient aussi économique. Tous les riches sont maintenant suspects. Sous la pression populaire, la bourgeoisie montagnarde accepte donc de confier à son Etat, son administration centralisée, le fonctionnement d'une grande part de l'économie. C'est tout le contraire de ses idées. Le secret du commerce n'existe plus. La commission des subsistances a plein pouvoir.

Une armée d'un genre nouveau est mise sur pied pour faire appliquer les décisions économiques : elle s'intitule "l'armée révolutionnaire". En quelques jours, ils sont 1500 hommes de cette armée à assurer les réquisitions dans Paris. Les sans-culottes de cette armée déplacent avec eux une guillotine dans les départements. Les résultats se font sentir. Un rapport de Mâcon écrit : "Les visites domiciliaires faites par un détachement de l'armée révolutionnaire de Paris ont produit le grand bien ; les marchandises enfouies reparaisent, la loi sur le maximum s'exécute et le sans-culotte commence à respirer".

LE POUVOIR BOURGEOIS S'ATTAQUE AUX ENRAGES

En même temps que ces mesures extrêmes sont prises par le Comité de Salut public, un certain nombre de restrictions à la vie politique des sections populaires se manifeste. Les sections n'ont plus l'autorisation de se réunir en permanence, mais seulement pour deux séances par semaine, et pour un horaire précis. Des attaques sont lancées par le pouvoir contre les Enragés. La société des Républicaines révolutionnaires, proche d'eux, est fermée, puis c'est le tour des sociétés et des clubs populaires de femmes.

Pour Albert Mathiez, historien de gauche, voire d'extrême-gauche, qui a écrit sa Révolution française dans les années 1920, Robespierre a fait là une bonne chose, il a lutté contre une tendance anarchique qui aurait porté préjudice à la Révolution, "Robespierre, qui avait tous les courages, dit-il, prit résolument la direction de la résistance. Homme d'ordre et de légalité (...) il voyait les administrations promptement désorganisées, les classes moyennes épouvantées, le peuple lui-même découragé par l'anarchie qui grandirait et qui n'amènerait qu'un surcroît de misère... Il rendit (...) à la Révolution un signalé service en la débarrassant de la démagogie des enrages".

Daniel Guérin, un autre historien, militant d'extrême-gauche, anarchiste, n'est pas d'accord. Il condamne Robespierre en lui reprochant de s'apprêter à sévir contre des hommes qui, depuis le 10 août, s'étaient toujours placés à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire. Si Mathiez est peut-être un peu trop admiratif de Robespierre, Guérin est au moins autant emporté par le côté antidictatorial simpliste des anarchistes, et il accuse presque Robespierre d'avance, des mesures qu'il prendra plus tard.

Robespierre est un révolutionnaire à part entière, et c'est un révolutionnaire bourgeois. Il fait passer tant que c'est nécessaire la Révolution avant même les intérêts, les calculs, les petits profits de la bourgeoisie.

L'ATTAQUE CONTRE LES HEBERTISTES : LA REVOLUTION REFLUE

(mars 1794)

Fin 1793, début 1794, l'ensemble de la situation s'éclaircit. Les soulèvements royalistes sont battus ou maîtrisés. L'armée "amalgamée" -on mélange les bataillons de volontaires et les troupes de ligne- obtient des succès. Les Autrichiens subissent des défaites. L'ensemble des frontières commence à être contenues.

Sans plus attendre, Robespierre opère un retournement complet de son attitude. Il cesse de s'appuyer sur la population. Avec Danton, il déclare la guerre aux fractions les plus engagées et les plus à gauche des sans-culottes. Les révolutionnaires bourgeois les plus hardis, ceux qui ont accepté de mener un régime de Terreur à leur propre classe sociale, pour le succès de la révolution, ne tiennent plus maintenant à être aidés par le mouvement populaire.

Les pouvoirs sont retirés à la Commune. L'armée révolutionnaire est licenciée. Mais le véritable coup va être ressenti sur le plan moral. Le 13 mars 1794, lorsque la population apprend que Hébert lui-même est arrêté, c'est véritablement la stupeur. Faussement accusés d'avoir conspiré avec des agents de l'étranger, les Hébertistes sont exécutés le 24 mars.

Les sans-culottes ne réagissent pas. Leur désarroi est absolument complet. C'est que depuis le début du processus révolutionnaire, depuis près de 5 ans maintenant, ce petit peuple avait toujours su agir en avant, toujours su prendre et reprendre l'initiative chaque fois que la révolution était en panne. A chaque fois, il avait trouvé au moins quelques voix venant d'en haut, de cette bourgeoisie qui à la fois le côtoie et le domine, qui se sont justement appuyés sur cette énergie terrible et immense des masses.

Même lorsqu'ils s'organisent en sections, en Commune insurrectionnelle, en comités révolutionnaires, c'est encore pour accroître leur efficacité dans ce même sens qu'ils le font. A aucun moment, le petit peuple ne parvient à la conscience que seul, il pourrait exercer le pouvoir, face à toutes les autres classes sociales. Cela ne se fait pas. La classe ouvrière moderne n'est pas encore là, ou seulement encore en germe.

En mars 1794, pour ce petit peuple, c'est soudain le vide. Ils n'a plus personne vers qui se tourner. Pas question d'aller chercher toutes les vieilles forces politiques usées les unes après les autres, pressurées du meilleur de leur jus par les masses en révolution, puis jetées dans la poubelle de l'histoire. Ce sont les masses qui font l'histoire, mais toujours et encore avec ce besoin congénital d'être dirigées, d'avoir une caution au-dessus d'elles.

THERMIDOR: LA MORT DE LA REVOLUTION

(juillet 1794)

Une fois les Hébertistes éliminés, une fois la population littéralement hébétée, le mouvement de la révolution reflue. Les Hébertistes liquidés, c'est dans le parti des Montagnards eux-mêmes que s'exprime un mouvement qui revendique la fin de la révolution et de tous les efforts. Ils sont traités d'Indulgents. Danton en prend la tête. Dix jours après les Hébertistes, ils sont guillotins.

Le 10 juin 1794, Robespierre instaure une "grande Terreur". Celle-ci, coupée maintenant de la population, s'instaure tout autrement, d'en haut. En un mois et demi, 1300 personnes sont exécutées, souvent des gens du peuple.

Juin 1794 apporte la libération de tout le territoire français. Plus rien ne justifie aux yeux de la bourgeoisie et de ses représentants de maintenir cette politique, et surtout de laisser Robespierre au pouvoir. Un complot à l'Assemblée suffit pour l'arrêter. Robespierre est trop dangereux. Intègre d'un bout à l'autre, il est inattaquable, alors que presque tous se sont compromis. Robespierre, Saint Just, Couthon, sont arrêtés le 27 juillet 1794, c'est le 9 thermidor dans le nouveau calendrier révolutionnaire. Ils sont exécutés le lendemain, sans jugement. Le mot de THERmidor sera repris par Marx pour décrire ce processus de reflux que connaît la révolution quand toutes les énergies sont fatiguées, épuisées, vidées, et que la réaction prend le dessus.

En quelques mois toute trace de terreur est éliminée : tout le monde se hâte de rentrer dans une période de gestion. Le blocage des prix est aboli, le club des Jacobins fermé. Ce sont maintenant des bandes de jeunes bourgeois qui se pavanent sur le pavé. Dans une ambiance de débauche et de décadence, on balaie tout ce qui rappelle la Révolution : on bannit même la lettre R du vocabulaire : "Meveilleux" et "Incoyables" comme ils s'appellent étalent un luxe

insolent. Ce climat redonne du coeur à l'ouvrage aux royalistes, qui rallument la révolte en Vendée.

Pour s'assurer un pouvoir politique stable, la bourgeoisie va mettre bien longtemps. Il lui faudra admettre le sauveur Bonaparte qui arrive au pouvoir par un coup d'État militaire le 9 novembre (18 brumaire) 1799.

Quant à nos capitalistes, ils vont pouvoir pleinement utiliser le nouveau champ de bataille économique, unifié, simplifié, qu'est devenu la France. Guillaume Ternaux s'était enfui en Italie en 1794 pour échapper à la Terreur. Il avait en effet clairement dit son opposition à la destitution du roi, après avoir construit sa première fortune sur l'habillement des gardes nationaux en 1790. En 1798, il rentre en France. En trente ans, il bâtit un empire industriel qui va comprendre 40 établissements, et employer 19 000 ouvriers. Son idée est d'intégrer, c'est-à-dire de posséder lui-même, toutes les étapes de la production : filature, tissage, et même la fabrication des machines-outils.

L'HERITAGE DE LA GRANDE REVOLUTION FRANCAISE

La révolution française ouvre la voie à la transformation de toute l'Europe. L'histoire tourne la page du monde féodal et du monde royaliste. Et ce nouveau monde ouvre tout de suite la voie à la nouvelle classe ouvrière.

1789-1794 était une révolution bourgeoise. La révolution de la classe opprimée est une autre révolution. Mais en même temps sont nés dans la Révolution française bien des germes de cette future révolution. La grande révolution française a passionné des générations de militants marxistes, qui l'ont étudiée, réétudiée. Elle est un immense apprentissage des capacités révolutionnaires des masses. Elle est une illustration gigantesque de la réalité de la lutte des classes.

L'oeuvre révolutionnaire la plus aboutie dans cette révolution est celle de Robespierre, et de ses clubs jacobins. Elle va servir de leçon au premier révolutionnaire communiste du monde moderne, Babeuf. En mai 1795, il est parmi les bras nus, c'est leur nouveau nom, qui envahissent l'Assemblée pour réclamer du pain, 30 000 sont massacrés et 10 000 sont arrêtés.

Contrairement aux plus radicaux des révolutionnaires de 1789-1794, Babeuf s'affirme contre la propriété individuelle et s'affirme communiste. En mars 1796, il fonde la première organisation dont le but est le renversement du gouvernement et l'établissement d'un régime communiste. C'est la Conspiration des Egaux. Le fil de l'organisation révolutionnaire moderne, noué par Robespierre, va se transmettre de génération en génération, pour aboutir entre les mains du prolétariat. De Babeuf à Buonarotti, de Buonarotti à Blanqui, de Blanqui à Lénine.

BIBLIOGRAPHIE

MICHELET: *Histoire de la Révolution française*,
collection Bouquins, Robert Laffont (2 tomes)

*

Albert SOBOUL: *La Révolution française* PUF Que sais-je ? n° 142

George RUDE: *La foule dans la Révolution française*, Maspéro, textes à l'appui

Daniel GUERIN : *La lutte de classes sous la Première République* (tome 1, NRF Gallimard)

Albert SOBOUL: *Histoire de la Révolution française* idées Gallimard 43 (tome 1) et 46 (tome 2)

Albert MATHIEZ: *La Révolution française* Médiations Denoël n°s 248, 249, 250

Karl KAUTSKY: *La lutte des classes en France en 1789*

Le Monde : supplément *Le Monde des Affaires*, 8 juillet 1989

TABLE DES MATIERES

- 1 La noblesse et le clergé se partagent richesses et pouvoirs
- 2 La bourgeoisie, jeune classe riche montante, reste reléguée dans le Tiers-Etat
- 3 Un monde ouvrier encore proche du moyen âge
- 4 La paysannerie, grande masse travailleuse et exploitée
- 5 Les "Lumières" de la bourgeoisie
- 7 Les cahiers de doléances : le peuple s'ouvre à la politique
- 8 La noblesse radicale face au pouvoir royal
- 8 Le petit peuple de Paris brimé politiquement
- 10 La réunion des Etats généraux, sous surveillance populaire
- 11 Le serment du Jeu de Paume : la bourgeoisie à l'assaut des institutions
- 11 Le renvoi de Necker: Paris cherche des armes, la bourgeoisie forme sa garde (12-13 juillet 1789)
- 12 La prise de la Bastille : l'oeuvre du Paris populaire seul (14 juillet 1789)
- 14 La paysannerie s'insurge, sur les traces de Paris
- 14 La nuit du 4 août : l'abolition des privilèges, mais les trois ordres sont maintenus
- 15 La déclaration des droits de l'homme... bourgeois
- 16 Les esclaves doivent se libérer eux-mêmes (1791-1794)
- 16 Les femmes ramènent le roi à Paris : les dernières illusions (5-6 octobre 1789)
- 18 L'organisation de l'Etat bourgeois démolit les vieux carcans
- 19 Monarchie ou république ? l'essentiel est de construire un Etat bourgeois
- 20 La vie politique du petit peuple : les sections et les clubs
- 22 Le club des Jacobins : un parti révolutionnaire avant la lettre
- 23 Robespierre, le révolutionnaire jacobin
- 23 L'Ancien Régime prépare sa revanche
- 24 L'Eglise sème les graines de contre-révolution
- 25 La fête de la fédération : constitution de l'unité nationale (14 juillet 1790)
- 25 La fuite du roi et l'arrestation à Varennes : la fin des illusions (20-21 juin 1791)

- 27 L'Europe aristocratique prépare la guerre de classe
- 27 La vente des biens nationaux (été 1791)
- 28 Tous pour la guerre, mais les intérêts divergent
- 29 Erneutes et taxations populaires contre la cherté
- 30 La déclaration de guerre (20 avril 1792)
- 30 La guerre pousse en avant les sans-culottes
- 32 Les sans-culottes imposent la patrie en danger (11 juillet 1792)
- 32 La commune insurrectionnelle, pour en finir avec le roi (9 août 1792)
- 33 La prise des Tuileries (10 août 1792)
- 34 Les massacres d'aristocrates (2 au 6 septembre 1792)
- 35 La première convention : une majorité girondine (septembre 1792)
- 36 Valmy : une victoire de la guerre révolutionnaire (21 septembre 1792)
- 37 Les comités révolutionnaires s'imposent à la convention (mars 1793)
- 38 Le Comité insurrectionnel renverse le pouvoir des Girondins (mai 1793)
- 38 Le gouvernement de Salut Public : la Montagne au pouvoir (juin 1793)
- 39 La terreur révolutionnaire (4 septembre 1793)
- 40 Le pouvoir bourgeois s'attaque aux enragés
- 40 L'attaque contre les Hébertistes : la révolution reflue (mars 1794)
- 41 Thermidor : la mort de la révolution (juillet 1794)
- 42 L'héritage de la grande Révolution française
- 43 Bibliographie
- 44 Table des matières